

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS**Matahiti 129
N° 23**TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 31
No Atete 1980

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne . . . 40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1980 4 juin	Arrêté interministériel portant modification de l'arrêté du 7 avril 1952 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile (Arrêté de promulgation n° 6459 AA du 6 août 1980)	884
4 juin	Arrêté interministériel fixant le programme d'instruction et le régime de l'examen du brevet et de la licence de pilote privé avion. (Arrêté de promulgation n° 6459 AA du 6 août 1980)	884
10 juil.	Arrêté ministériel portant modification de l'arrêté du 9 août 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par un arrêté du 19 janvier 1974, par un arrêté du 22 septembre 1976 et par un arrêté du 8 avril 1980. (Arrêté de promulgation n° 6845 AA du 25 août 1980)	888
7 août	Décret n° 80-640 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs. (Arrêté de promulgation n° 6843 AA du 25 août 1980)	889

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1980 21 mai	Arrêté ministériel fixant la nature et le programme des épreuves et les conditions d'organisation des concours pour l'emploi de technicien géomètre du cadastre et la formation de technicien géomètre stagiaire du cadastre pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 30 mai 1980, page 4761)	890
1980 10 juil.	Circulaire ministérielle relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale. (J.O.R.F. du 11 juillet 1980, pages 1733 à 1737)	890
10 juil.	Circulaire ministérielle modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative à la domiciliation et au paiement des importations et exportations de marchandises, modifiée par une circulaire du 19 janvier 1974. (J.O.R.F. du 11 juillet 1980, pages 1733 à 1737)	891
10 juil.	Circulaire ministérielle modifiant la circulaire du 12 juillet 1976 relative à la constitution de couvertures de change à terme, modifiée par une circulaire du 22 septembre 1976. (J.O.R.F. du 11 juillet 1980, pages 1733 à 1737)	892
10 juil.	Circulaire ministérielle modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative aux frais de voyage à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs. (J.O.R.F. du 11 juillet 1980, pages 1733 à 1737)	895

10 juil.	Circulaire ministérielle modifiant la circulaire du 22 mars 1974 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières. (J.O.R.F. du 11 juillet 1980, pages 1733 à 1737)	895
	Rectificatif (J.O.R.F. du 31 juillet 1980, page 6900)	895
	Exéquatur accordé à M. Malcolm Ashley Leader	896
	Exéquatur accordé à M. Augusto Confalio-néri	896
	Exéquatur accordé à M. Anibal Tepistocles Rapela	896
6 août	Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	896
7 août	Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	896

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1980 5 août	Arrêté n° 1624 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Artisanat de Atuona " au titre du F.S.D.I.A.	896
5 août	Arrêté n° 1625 BD/FSDIA accordant une avance sans intérêt à l'entreprise " Plastipac " pour son activité de confection de sacs plastiques au titre du F.S.D.I.A.	896
5 août	Arrêté n° 1626 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Hakahau " au titre du F.S.D.I.A.	897
5 août	Arrêté n° 1627 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Te Pu Hana Ia Haina Kakiu A Te Tau Tupuna " au titre du F.S.D.I.A.	897
5 août	Arrêté n° 1628 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Narai " au titre du F.S.D.I.A.	898
5 août	Arrêté n° 1629 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Pua Tou " au titre du F.S.D.I.A.	898
5 août	Arrêté n° 1630 BD/FSDIA accordant une subvention à l'association " Tiki Paheke " au titre du F.S.D.I.A.	898
5 août	Arrêté n° 1644 AC.DIR.INFRA fixant les taux des redevances d'atterrissage et d'éclairage perçues sur les aérodomes à statut territorial	899
5 août	Décision n° 1645 AC.DIR.INFRA fixant le taux de la redevance passagers perçues sur les aérodomes à statut territorial	899
11 août	Arrêté n° 1647 S fixant les conditions particulières d'achat et de prescription de médicaments, d'objets de pansements ou de produits de diagnostic réservés à certains praticiens : allergologues, chirurgiens, chirurgiens-dentistes	899
11 août	Arrêté n° 1648 S fixant les listes des médicaments que les pharmaciens peuvent délivrer aux sages-femmes	901

11 août	Arrêté n° 1651 SEQ portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti	903
11 août	Décision n° 1652 DOM autorisant l'aliénation d'une parcelle de terre sise à Punaauia au profit de M. et Mme Raymond Wong Ayo.	903
11 août	Arrêté n° 1657 AA autorisant un médecin de l'administration à exercer en clientèle privée	904
11 août	Arrêté n° 6572 FT accordant une subvention à l'école de croisière Aveia	904
11 août	Arrêté n° 6574 SE portant ouverture de concours pour le recrutement d'élèves-instituteurs en Polynésie française au titre de l'année 1980	904
12 août	Arrêté n° 6646 J accordant un congé à Me Lejeune Marcel, notaire et portant nomination de M. Redon Yves en qualité d'intérimaire	905
12 août	Arrêté n° 6647 FT accordant une subvention à la caisse de soutien des prix du coprah	905
13 août	Décision n° 1658 SCG accordant une subvention à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche	905
13 août	Arrêté n° 6666 CAB/MIL portant composition et appel de la fraction du contingent 80/10	906
13 août	Arrêté n° 6670 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-96 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale, portant création d'un conseil supérieur de santé publique en Polynésie française	906
13 août	Arrêté n° 6671 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-94 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale, portant modification du tarif des douanes	907
14 août	Arrêté n° 1659 TLS fixant les adaptations aux règles administratives et comptables de la caisse de prévoyance sociale pour la gestion du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement	908
14 août	Décision n° 1663 SEQ autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Australes du service de l'équipement, fixant le tarif de ces cessions	910
14 août	Décision n° 1664 SEQ autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Marquises du service de l'équipement, fixant le tarif de ces cessions	911
14 août	Décision n° 1665 DOM autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de terre sise à Fare (Huahine), nécessaire à l'aménagement du débarcadère à Fare	912
14 août	Décision n° 1666 DOM autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la propriété Viénot sise à Taravao - commune de Tiarapu-Est (aménagement du Port Phaeton)	912

14 août	Décision n° 1667 DOM autorisant l'acquisition d'une parcelle de terre à Afaahiti aux fins d'extension du collège de Taravao, appartenant aux consorts Picard	912
18 août	Décision n° 1669 SGCG fixant les règles de gestion financière du centre des métiers d'art de la Polynésie française	913
18 août	Arrêté n° 6707 FT accordant une subvention au Musée de Tahiti et des Iles	915
18 août	Arrêté n° 6717 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-97 du 25 juillet 1980 de l'assemblée territoriale, portant diverses mesures fiscales	915
20 août	Arrêté n° 1672 SCG accordant une subvention au département archéologique du Musée de Tahiti et des Iles	915
20 août	Arrêté n° 1674 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Tahoeraa Hui-raatira	916
21 août	Arrêté n° 6778 AA portant convocation en session extraordinaire des conseils municipaux de la Polynésie française	916
	Extraits	917

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Papeete

1980 29 mai	Délibération municipale n° 80-48 précisant certains points de la délibération n° 70-2 du 25 février 1970 créant un régime de retraite en faveur du personnel municipal	919
8 juil.	Délibération municipale n° 80-63 portant création de postes	920

Commune de Pirae

1980 17 juil.	Délibération municipale n° 21-80 fixant les tarifs de branchement d'eau sur le territoire de la commune de Pirae	920
---------------	--	-----

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

1980 19 août	Décision n° 6747 IDV/AU autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par Mme Henriette Molinaro née Cholet, à Pirae, route de ceinture, P.K. 2,250, côté mer	921
19 août	Avenant n° 6748 IDV/AU, 1er avenant à la décision n° 1082 IDV/AU du 19 mars 1979 autorisant le lotissement de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française à Paea, P.K. 20,700	922

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1980 20 août	Décision n° 791 AE homologuant le prix de vente au détail des cigares	922
--------------	---	-----

AVIS OFFICIELS

Lycée d'enseignement professionnel agricole d'Opunohu.— Avis de concours pour le recrutement d'un commis au lycée d'enseignement professionnel agricole d'Opunohu de Moorea	922
Service des douanes.— Cours des changes (période du 1er septembre au 14 septembre 1980 inclus)	923
Inspection du travail et des lois sociales.— Conseil d'arbitrage de la Polynésie française (sentence n° 85 du 11 août 1980)	923
Commune de Rurutu.— Avis d'appel d'offres de prix	925
Enquêtes de commodo et incommodo :	
- M. Alfred Shuman (Papeete)	925
- M. Ernest Lou (Pirae)	925
- Docteur Jonville, mandataire de la S.C.I. Maharepa (Moorea-Maiao)	925

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	926
Annonces diverses	927

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 6459 AA du 6 août 1980 *promulguant des actes du pouvoir central.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués dans le territoire pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- l'arrêté interministériel du 4 juin 1980 modifiant un précédent arrêté relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile,

- l'arrêté interministériel du 4 juin 1980 fixant le programme d'instruction et le régime de l'examen du brevet et de la licence de pilote privé avion.

J.O.R.F. n° 151 N.C. du 29 juin 1980, page 5644.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 août 1980.

Paul COUSSERAN.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 4 juin 1980 portant modification de l'arrêté du 7 avril 1952 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile.

Le ministre des transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les dispositions de l'article L. 410-1 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1952 modifié relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile,

Arrêtent :

Article 1er.— Les dispositions des articles 1er, 2, 3, 20 et 23 de l'arrêté du 7 avril 1952 susvisé sont abrogées en tant qu'elles concernent la licence élémentaire de pilote privé avion.

Art. 2.— L'article 15 de l'arrêté du 7 avril 1952 susvisé est abrogé sous réserve des dispositions prévues à l'article 4 ci-après.

Art. 3.— Le paragraphe A de l'article 16 de l'arrêté du 7 avril 1952 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant :

A.— Conditions exigées pour la délivrance du brevet et de la licence.

« Pour obtenir le brevet et la licence de pilote privé avion le candidat doit, outre les conditions d'aptitude physique prévues à l'article 4, remplir les conditions suivantes :

« 1° Etre âgé de dix-sept ans révolus ;

« 2° Avoir suivi la formation au sol et en vol définie par arrêté ;

« 3° Avoir suivi un entraînement en vol sur avion comportant au minimum :

« Vingt-cinq heures (vingt-deux heures pour les candidats déjà titulaires d'une licence de pilote de planeur ou d'hélicoptère) de vol d'instruction en double commande ;

Quinze heures (dix heures pour les candidats déjà titulaires d'une licence de pilote de planeur ou d'hélicoptère) de vol comme pilote seul à bord dont cinq heures au moins en voyage au cours desquelles doivent avoir été effectués trois étapes distinctes de plus de 50 milles marins terminées par un atterrissage avec arrêt complet ;

« Trois décollages et trois atterrissages complets comme pilote seul à bord sur un aérodrome contrôlé.

« Lorsque la situation géographique du lieu ne permet pas au candidat d'effectuer les vols de voyage seul à bord stipulés ci-dessus sans survols maritimes qui l'entraîneraient à plus de 10 milles marins de la côte la plus proche ou sans survols de régions inhospitalières, des conditions requises particulières sont définies par l'autorité aéronautique responsable de la délivrance des brevets et licences.

« 4° Avoir satisfait à un examen au sol et en vol défini par arrêté. L'examen en vol comporte une épreuve de radiotéléphonie en langue française et éventuellement en langue anglaise ».

Art. 4.— Les dispositions des paragraphes B et C de l'article 15 de l'arrêté du 7 avril 1952 précédemment en vigueur restent provisoirement applicables à l'égard des navigants qui sont titulaires de la licence élémentaire de pilote privé avion en état de validité à la date d'application fixée à l'article 6 ci-après.

Art. 5.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 6.— Le directeur général de l'aviation civile et les délégués du gouvernement outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et sera applicable à compter du 1er juillet 1980.

Fait à Paris, le 4 juin 1980.

Le ministre des transports,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'aviation civile,

C. ABRAHAM.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur,
(Départements et territoires d'outre-mer),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

J.-L. DIEFENBACHER.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 4 juin 1980 fixant le programme d'instruction et le régime de l'examen du brevet et de la licence de pilote privé avion.

Le ministre des transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le code de l'aviation civile et, notamment, les dispositions des articles L. 410-1, D. 410-1 et D. 410-2 ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1973 portant délégation de pouvoirs ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1952, modifié notamment par l'arrêté du 4 juin 1980, relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants de l'aéronautique civile et, en particulier les dispositions de l'article 16,

Arrêtent :

Article 1er.— Les programmes d'instruction au sol et d'instruction en vol pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote privé Avion sont définis par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2.— L'examen auquel doivent satisfaire les candidats au brevet et à la licence de pilote d'avion comporte une épreuve au sol et une épreuve pratique en vol précédée d'une interrogation orale.

Art. 3.— L'épreuve au sol est écrite. Toutefois, par dérogation accordée par le ministre chargé de l'aviation civile, les candidats de nationalité étrangère pourront être admis à subir oralement cette épreuve.

L'épreuve au sol se présente sous la forme d'un questionnaire à choix multiple portant sur le programme des connaissances défini par l'annexe I au présent arrêté. Les connaissances aéronautiques exigées seront d'un niveau approprié aux privilèges attachés à la licence de pilote privé Avion.

Pour être déclaré reçu le candidat doit répondre de manière correcte à au moins 90 p. 100 des questions. Le candidat déclaré reçu reçoit un certificat d'aptitude.

Sont dispensés de l'épreuve au sol les candidats titulaires du certificat d'aptitude théorique d'un brevet de pilote professionnel d'avion ou d'hélicoptère.

Art. 4.— Les chefs de district aéronautique, les chefs du service d'Etat de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer et le directeur général d'Aéroport de Paris ou son représentant sont chargés de l'organisation et du contrôle de l'épreuve au sol. A ce titre ils reçoivent les sujets de l'épreuve établis

par le service de la formation aéronautique et du contrôle technique, reçoivent les candidatures, fixent les dates des sessions de l'épreuve et assurent la convocation des candidats ; ils notent les candidats, décident de leur aptitude ou inaptitude et délivrent le certificat d'aptitude théorique.

Art. 5.— Epreuve pratique en vol.

Pour être admis à se présenter à l'épreuve pratique en vol le candidat doit être titulaire du certificat d'aptitude prévu à l'article 3 en état de validité et être présenté par l'instructeur responsable de sa formation qui certifie que le candidat a suivi la formation au sol et en vol définie aux titres Ier et II de l'annexe au présent arrêté.

Un candidat peut se présenter plusieurs fois à l'épreuve pratique en vol ; toutefois, une durée minimale d'entraînement supplémentaire peut être imposée à l'intéressé entre deux tentatives.

Art. 6.— Le contrôle de l'épreuve en vol est assuré par un pilote inspecteur de l'administration de l'aviation civile ou par un examinateur désigné par l'une des autorités énumérées à l'article 4 ci-dessus.

Le pilote inspecteur de l'administration ou l'examineur désigné vérifie que le candidat remplit les conditions exigées pour la délivrance du brevet et de la licence de pilote privé Avion, lui fait subir l'interrogation orale et l'épreuve pratique en vol définies au titre III de l'annexe au présent arrêté, décide de son aptitude ou de son inaptitude et lui notifie cette décision. Il vise le carnet de vol du candidat en mentionnant le résultat du contrôle et, en cas d'aptitude, lui délivre un certificat provisoire valable trente jours en attendant la délivrance du brevet et de la licence.

Le pilote inspecteur de l'administration ou l'examineur désigné établit un compte rendu de l'épreuve pratique en vol qu'il transmet, accompagné du dossier de demande de brevet, au chef du district aéronautique ou au chef du service d'Etat de l'aviation civile chargé de la délivrance du brevet et de la licence de pilote privé Avion.

Art. 7.— Des sanctions peuvent être prononcées par décision d'une des autorités énumérées à l'article 4 ci-dessus à l'encontre des candidats ayant commis des fraudes au cours de l'examen.

Ces sanctions sont les suivantes :

- exclusion de la session d'examen en cours ;
- interdiction de se présenter à une ou plusieurs sessions d'examen ultérieures.

Art. 8.— L'arrêté du 9 août 1967 et les arrêtés du 24 janvier 1973, du 19 juillet 1974 et du 30 août 1977 qui l'ont modifié fixant le programme et le régime de l'examen pour l'obtention du brevet et de la licence de pilote privé avion sont abrogés.

Art. 9.— L'arrêté du 10 juillet 1974 fixant le programme et le régime de l'examen pour l'obtention de la licence élémentaire de pilote privé avion est abrogé.

Art. 10.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 11.— Le directeur général de l'aviation civile et les délégués du Gouvernement outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et qui sera applicable à compter du 1er juillet 1980.

Fait à Paris, le 4 juin 1980.

Le ministre des transports,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aviation civile,
C. ABRAHAM.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,
J.-L. DIEFENBACHER.

ANNEXE A L'ARRETE DU 4 JUIN 1980 FIXANT LE PROGRAMME D'INSTRUCTION ET LE REGIME DE L'EXAMEN DE PILOTE PRIVE

TITRE Ier

INSTRUCTION AU SOL

I.— L'avion et son équipement.

A.— Cellule :

Aile et empennage ;
Fuselage ;
Circuit carburant ;
Circuit électrique ;
Eclairage.

B.— Moteur :

Principe du moteur à explosion ;
Système d'allumage ;
Système d'alimentation en essence, carburant utilisé ;
Réchauffage carburateur ;
Réglage du mélange air-essence ;
Principe de l'hélice ;
Puissance délivrée (pression d'admission, tours par minute) ;
Effet de l'altitude sur le rendement du groupe motopropulseur ;
Instruments moteur.

C.— Equipement :

Horizon artificiel ;
Conservateur de cap ;
Indicateur de virage ;
Altimètre ;
Variomètre ;
Anémomètre ;
Système pitot-statique ;
Compas magnétique ;
Indicateur de dérapage (bille).

II.— Technique du vol.

A.— Aérodynamique :

Résistance de l'air ;
Principe de la sustentation ;
Variation de la portance en fonction du vent relatif et de l'incidence ;
Trainée d'une aile d'un avion ;
Tourbillons marginaux ;
Hypersustentateur, aérofrein.

B.— Forces agissant sur l'avion :

Portance ;
Trainée ;
Poids ;
Traction ;
Equilibre des forces en palier, en virage, en montée.

C.— Gouvernes et commandes de vol (profondeur, ailerons, puissance, direction) :

Effets des gouvernes ;
Effets parasites.

D.— Symétrie du vol :

Détection et correction ;
Décrochage, autorotation.

E.— Stabilité de l'avion :

Définition ;
Influence du centrage.

III.— Utilisation de l'avion.

A.— Utilisation avion :

Actions avant le vol ;
Chargement de l'avion ;
Décollage et atterrissage normal et par vent de travers ;
Turbulence de sillage, causes, précautions ;
Vol à haute altitude, utilisation de l'oxygène ;
Surveillance extérieure ;
Décollage et atterrissage courts et sur terrain mou ;
Atterrissage d'urgence ;
Utilisation des volets ;
Roulage au sol par vent fort.

B.— Performances :

Tableau de décollage ;
Tableau de taux de montée ;
Tableau de croisière ;
Tableau d'atterrissage ;
Tableau de vitesse de décrochage ;
Effet de l'altitude et de la température sur les performances ;
Vitesse caractéristique (VNE, VNO, VFE, VLE, VS) ;
Effet du vent sur les performances ;
Relation inclinaison/vitesse sur le rayon et le taux de virage ;
Décollage et atterrissage sur terrain mal dégagé ;
Meilleur angle de montée, meilleur taux de montée ;
Calcul de chargement et de centrage.

C.— Utilisation du moteur :

Procédure du démarrage et d'arrêt du moteur ;
Givrage carburateur et effet du réchauffage ;
Limitations moteur ;
Utilisation des commandes de gaz, de pas et de richesse ;
Interprétation des instruments moteur.

IV.— Navigation.

A.— Orientation :

Situation d'un point à la surface de la terre (coordonnées géographiques) ;
Unités usuelles de distances et de vitesses.

B.— Cartes aéronautiques :

Propriétés des cartes aéronautiques utilisées (cartes type OACI 1/500.000, radionavigation et vol à vue 1/100.000) ;
Représentation symbolique de la topographie et du relief ;
Cartes d'aérodromes.

C.— Navigation observée (cheminement) :

Tracé et choix de la route ;
Identification des repères terrestres.

D.— Navigation à l'estime :

Mesure des routes et des distances ;
Effet du vent sur la navigation ;

Déclinaison magnétique et déviation ;
Route vraie et route magnétique ;
Résolution du triangle des vitesses (route, cap, vitesse sol, vitesse propre, force et direction du vent) ;
Calcul de consommation ;
Temps, vitesse, distance ;
Montée et descente.

E.— Radionavigation :

VOR :

Principe ;
Conditions d'utilisation ;
Utilisation du matériel de bord ;
Identification ;
Interprétation des indications ;
Suivi d'un radial VOR ;
Précision des indications ;
Fonction.

ADF :

Principe ;
Conditions et précautions d'utilisation ;
Utilisation du matériel de bord ;
Identification ;
Interprétation des indications ;
Interception et suivi d'un QDM ;
Précisions des indications.

DME :

Principe ;
Conditions d'utilisation ;
Utilisation du matériel de bord ;
Utilisation des indications ;
Précision des indications.

Transpondeur :

Principe ;
Utilisation du matériel de bord.

Gonio (VDF) :

Principe ;
Conditions et précautions d'utilisation ;
Procédure d'utilisation ;
Interprétation des indications ;
Précision.

F.— Informations aéronautiques :

Manuel d'information aéronautique (AIP) ;
Notams.

V.— Aéromédecine.

Anoxie ;
Hyperventilation ;
Vertiges ;
Hygiène du pilote.

VI.— Réglementation.

A.— Réglementation du personnel navigant :

Brevet, licence et qualifications du personnel navigant privé :

Conditions de délivrance ;
Conditions de renouvellement ;
Privilèges ;

Carnet de vol :

Tenue ;
Décompte du temps de vol.

B.— Réglementation du matériel volant :

Nationalité et immatriculation des aéronefs ;
Documents de bord :

Certificat de navigabilité ;
 Certificat d'immatriculation ;
 Carnet de route ;
 Certificat d'exploitation radio ;
 Licence P.T.T. de station d'aéronef ;
 Manuel de vol ;

Équipement de sécurité et sauvetage ;
 Entretien des aéronefs.

C.— Dispositions diverses :

Réserves de carburant ;
 Transport interdit ou réglementé ;
 Douane, police, contrôle sanitaire ;
 Balisage des obstacles et des aérodromes ;
 Transport des enfants.

D.— Réglementation de la circulation aérienne :

1. Règles de l'air :

Domaine d'application ;
 Choix des règles à appliquer ;
 Autorité du commandant de bord ;
 Protection des personnes et des biens ;
 Prévention des abordages et priorité de passage ;
 Signaux lumineux, feux des aéronefs ;
 Plan de vol VFR ;
 Règles de vol à vue ;
 VFR spécial ;
 Survol des régions inhospitalières ;
 Survol maritime.

2. Circulation aérienne :

Organisation générale ;
 Espaces aériens contrôlés et non contrôlés ;
 Service du contrôle de la circulation aérienne pour les vols VFR ;
 Service d'information de vol ;
 Service d'alerte ;
 Procédure d'utilisation des aérodromes non contrôlés ;
 Espaces aériens à statut particulier ;
 Procédures de radiotéléphonie.

3. Incidents de contrôle, infractions :

Airmiss, incidents de contrôle, réclamations ;
 Infractions.

4. Incidents et accidents d'aviation :

Disposition à prendre en cas d'irrégularité, incident ou accident.

VII.— Météorologie.

A.— Caractéristiques physiques de l'atmosphère :

Pression atmosphérique : définition, mesure, variation en surface en un même lieu, variation avec l'altitude (baromètres et altimètres, unités), champ horizontal de pression, cartes de pression ;

Température de l'air : notions sommaires sur la transmission de la chaleur, unités de mesure, variation en surface en un même lieu, variation avec l'altitude ;

Humidité atmosphérique : évaporation de l'eau, humidité absolue et humidité relative, notions sommaires sur les changements d'état de l'eau ;

Atmosphère type : définition, altimétrie barométrique.

B.— Le vent :

Notions sur la mesure du vent : en direction, en vitesse, unités de mesure, mesure du vent en altitude ;

Notions pratiques sur la relation entre le vent et le champ horizontal de pression, variation du vent en altitude ;

Effets orographiques, thermiques et dynamiques sur le vent au sol et en altitude, vents locaux.

C.— Les nuages et les précipitations :

Notions sur la constitution des nuages et leurs divers modes de formation, classification en genres et espèces, étages, aspects des nuages en vol ;

Notions sur la stabilité et l'instabilité verticales de l'atmosphère ;

Notions sur les précipitations et leurs dangers aéronautiques ;

Nébulosité, plafond : définition, relation avec les conditions de vol.

D.— Masses d'air, fronts et systèmes nuageux :

Masses d'air : définition, classification, caractéristiques, évolution ;

Fronts : définition, caractéristiques des différents types de fronts, notions sur la formation et l'évolution d'une perturbation, familles de perturbations ;

Systèmes nuageux : relations entre nuages et fronts, nuages et précipitations associées (a) aux fronts chauds, (b) aux fronts froids, (c) aux fronts occlus ; conditions météorologiques de vol en résultant, influences orographiques sur les fronts et les nuages.

E.— Phénomènes dangereux pour l'aéronautique :

Brume et brouillard : définitions, notions sur le mécanisme de formation des différents types de brouillard, danger pour l'aéronautique ;

Turbulence : différentes origines, effets sur l'avion, précautions à prendre ;

Orages : diverses espèces d'orages, phénomènes caractéristiques (turbulence, précipitations, phénomènes électriques, vent), danger pour l'aéronautique ;

Givrage : définition, notions sur les processus de formation des divers genres de givrage, effets sur l'avion, détection, protection.

F.— Assistance météorologique à l'aviation légère :

Diffusion des renseignements : notions sur les réseaux d'observations, cartes synoptiques, symboles ;

Protection météorologique des vols : dispositions à prendre par le pilote avant le départ, nature des renseignements fournis (prévision de vol, exposé verbal), exploitation des renseignements pour la préparation du vol, informations météorologiques en vol, déplacements aériens à grande distance.

TITRE II

INSTRUCTION PRATIQUE EN VOL

I.— Actions et vérifications avant le vol :

Documents de bord ;
 Limitations et performances avion ;
 Devis de poids et de centrage ;
 Mise en œuvre de l'avion ;
 Visite prévol.

II.— Manœuvres de base :

Variation de vitesse à altitude constante en ligne droite et en virage ;
 Vol en palier, en montée et en descente ;
 Virages à moyenne inclinaison ;
 Suivi d'une trajectoire sol.

III.— Décollage et atterrissage :

- Décollage et atterrissage normaux ;
- Décollage et atterrissage par vent de travers ;
- Décollage et atterrissage courts ;
- Décollage et atterrissage sur un terrain mou ;
- Montée à pente maximale ;
- Montée à vitesse verticale maximale ;
- Montée optimale.

IV.— Navigation :

- Préparation du vol ;
- Conduite du vol ;
- Utilisation de la radio et des moyens de radionavigation en VFR ;
- Déroutement ;
- Intégration dans les circuits d'aérodrome.

V.— Vol aux limites du domaine d'utilisation :

- Evolutions à faible vitesse ;
- Approche du décrochage ;
- Décrochage ;
- Vol à vitesse élevée ;
- Virages à grande inclinaison.

VI.— Procédure de secours :

- Perte de puissance partielle ou complète ;
- Panne des équipements de l'avion ;
- Vol asymétrique (cas de multimoteur).

Recommandations. — Il est recommandé que l'instruction pratique en vol en vue de l'obtention d'une licence de pilote privé avion soit effectuée à bord d'un avion monomoteur.

TITRE III**ÉPREUVE EN VOL**

I.— L'épreuve en vol est précédée d'une interrogation orale ayant pour but de vérifier que le candidat possède des connaissances opérationnelles suffisantes pour mettre en œuvre un avion, notamment en ce qui concerne :

- les caractéristiques et les performances (en particulier l'autonomie et le carburant utilisé) ;
- les procédures d'utilisation normale et d'urgence ;
- le chargement (devis de masse et centrage) ;
- la visite d'aptitude au vol.

II.— L'épreuve en vol consiste en un voyage de plus de 200 milles marins sur un parcours désigné par l'examineur et comprenant au moins une escale intermédiaire. Le candidat devra posséder la qualification de type de l'avion utilisé, si une telle qualification est exigée.

L'avion utilisé pour l'épreuve en vol doit, outre les équipements exigés pour la délivrance du certificat de navigabilité, être muni des équipements suivants :

- un émetteur-récepteur VHF ;
- un récepteur VOR ou un radiocompas automatique (ADF) ;
- une planche VSV élémentaire (horizon artificiel et conservateur de cap) ;
- un altimètre sensible (un tour par 1.000 pieds).

Toutefois, en cas de besoin, les autorités visées à l'article 4 du présent arrêté pourront autoriser un candidat à utiliser pour l'épreuve en vol un avion ne possédant pas de planche VSV ou de moyen de radionavigation.

Au cours du vol les points suivants seront vérifiés :

- actions avant le vol ;
- décollage et atterrissage normaux et (ou) par vent de travers ;

- décollage et atterrissage sur terrain court ;
- vol aux limites d'utilisation ;
- préparation et exécution de la navigation ;
- procédures d'arrivée et de départ d'un aérodrome ;
- procédures d'urgence ;
- procédures de radiotéléphonie.

Dans le cas où l'épreuve en vol a lieu sur un avion multimoteur, le candidat doit être également contrôlé sur son aptitude à utiliser l'avion avec un moteur hors de fonctionnement.

ARRETE n° 6845 AA du 25 août 1980 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Vu le télégramme n° 50316 du 23 juillet 1980 de MEDETOM ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 20 août 1980,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

— l'arrêté ministériel du 10 juillet 1980 modifiant un précédent arrêté fixant les modalités d'application du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par un arrêté du 19 janvier 1974, par un arrêté du 22 septembre 1976 et par un arrêté du 8 avril 1980. (J.O.R.F. n° 161 du 11 juillet 1980 - page 1733).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

ARRETE MINISTERIEL du 10 juillet 1980 portant modification de l'arrêté du 9 août 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par un arrêté du 19 janvier 1974, par un arrêté du 22 septembre 1976 et par un arrêté du 8 avril 1980.

Le ministre de l'économie,

Vu la loi n° 66-1008 du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu le décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1968 relatif aux opérations de change manuel ;

Vu l'arrêté du 9 août 1973 fixant certaines modalités d'application du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par un arrêté du 19 janvier 1974, un arrêté du 22 septembre 1976 et un arrêté du 8 avril 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'alinéa 2 « Remboursements de trop-perçus à l'exportation » de l'article 2 de l'arrêté du 9 août 1973 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« 2. Remboursements de trop-perçus. »

Art. 2.— L'alinéa 3 « Secours » de l'article 3 de l'arrêté du 9 août 1973 est abrogé ; de ce fait les alinéas suivants 4 « Allocation de séjour d'étude » et 5 « Allocation d'installation à l'étranger » portent respectivement les numéros 3 et 4.

Art. 3.— Le deuxième alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 9 août 1973 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« A l'exception des comptes d'attente et des comptes des correspondants étrangers des intermédiaires agréés, les comptes ouverts en France au nom de non-résidents ne peuvent pas, sauf autorisation du ministre de l'économie, être alimentés par versement de billets de banque français. »

Art. 4.— Le deuxième alinéa de l'article 11 de l'arrêté du 9 août 1973 est abrogé ; il est ajouté à la fin de cet article l'alinéa suivant :

« Sous réserve des dispositions particulières propres à l'exercice du change manuel, les règlements inférieurs ou égaux à 50.000 F relatifs à des sommes soumises à l'obligation de rapatriement peuvent être effectués par tous moyens de paiement ; cette faculté ne doit pas être utilisée pour permettre la constitution d'avoirs à l'étranger par des résidents. »

Art. 5.— Il est ajouté à l'arrêté du 9 août 1973 l'article 11 bis suivant :

« Art. 11 bis.— Nonobstant les dispositions de l'article 11, les résidents frontaliers exerçant une activité salariée à l'étranger sont autorisés à conserver dans le pays d'exercice de cette activité la part de leur rémunération qui est nécessaire au règlement de leurs dépenses courantes dans ce pays. »

Art. 6.— Il est ajouté à l'arrêté du 9 août 1973 l'article 11 ter suivant :

Art. 11 ter.— Lorsque l'exécution des engagements contractés par des résidents vis-à-vis de non-résidents est rendue impossible parce qu'elle rendrait nécessaire des achats de devises, transferts vers l'étranger ou paiements en France à des non-résidents qui ne seraient pas conformes à la réglementation des changes, des versements peuvent néanmoins être faits à un compte bloqué ouvert en France au nom du créancier, dans des conditions précisées par circulaire du ministre de l'économie. »

Art. 7.— Il est ajouté à l'arrêté du 9 août 1973 l'article 11 quater suivant :

« Art. 11 quater.— Les modalités d'application de l'article 7 du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger sont définies par instructions de la Banque de France et de la caisse centrale de coopération économique. »

Art. 8.— L'arrêté du 31 décembre 1968 relatif au rapatriement des salaires perçus à l'étranger par des résidents frontaliers, modifié par un arrêté du 21 avril 1969, l'arrêté du 29 novembre 1968 relatif au recensement des créances sur l'étranger et les textes pris pour son application sont abrogés.

Art. 9.— Le directeur du Trésor et le directeur de la caisse centrale de coopération économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1980.

René MONORY.

ARRETE n° 6843 AA du 25 août 1980 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 20 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 80-640 du 7 août 1980 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs.

J.O.R.F. n° 187 des 11 et 12 août 1980, page 1999.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 25 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DECRET n° 80-640 du 7 août 1980 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code électoral ;

Vu l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs, complétée par l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959, modifiée par la loi n° 61-818 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret n° 59-393 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de la République de l'ordonnance susvisée du 15 novembre 1958, modifié par le décret n° 73-43 du 9 janvier 1973,

Décète :

Article 1er.— Les collèges électoraux pour l'élection des sénateurs sont convoqués le 28 septembre 1980 à l'effet de procéder au renouvellement des mandats des sénateurs dans les départements de la série « A » figurant au tableau n° 5 annexé au code électoral et dans les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna.

Art. 2.— Dans les départements où les élections ont lieu au scrutin majoritaire ainsi que dans les territoires, le premier scrutin sera ouvert à 8 h 30 et clos à 11 heures ; s'il y a lieu, le second scrutin sera ouvert à 15 h 30 et clos à 17 h 30.

Dans les départements où les élections ont lieu à la représentation proportionnelle, le scrutin sera ouvert à 9 heures et clos à 15 heures.

Par dérogation aux dispositions des alinéas précédents du présent article, le président du collège électoral de chaque département ou le président du bureau de vote de chaque

territoire d'outre-mer pourra déclarer le scrutin clos avant les heures fixées ci-dessus s'il constate que tous les électeurs ont pris part au vote.

Art. 3.— Dans les départements mentionnés à l'article 1er et dans le territoire de la Polynésie française, les conseils municipaux seront convoqués le 7 septembre 1980 à l'effet de désigner leurs délégués et suppléants.

Art. 4.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 août 1980.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),

Paul DIJOU.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE MINISTERIEL du 21 mai 1980 fixant la nature et le programme des épreuves et les conditions d'organisation des concours pour l'emploi de technicien géomètre du cadastre et la formation de technicien géomètre stagiaire du cadastre pour l'administration de la Polynésie française.

Le ministre du budget,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 63-1091 du 30 octobre 1963 modifié fixant le statut particulier des géomètres du cadastre ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 2 avril 1979 fixant la nature et le programme des épreuves et les conditions d'organisation des concours pour l'emploi de technicien géomètre du cadastre,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 4 du décret du 5 janvier 1968 susvisé, la nature et le programme des épreuves et les conditions d'organisation des concours spéciaux pour le recrutement de techniciens géomètres du cadastre pour l'administration de la Polynésie française sont fixés par l'arrêté interministériel du 2 avril 1979, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 2.— En ce qui concerne les conditions d'organisation des concours prévues au titre II de l'arrêté du 2 avril 1979, les attributions dévolues au directeur général des impôts pour l'application des articles 9, 10, 11, 13, 14 et 16 du même arrêté sont transférées au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 3.— Par dérogation aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 2 avril 1979, les concours spéciaux visés à l'article 1er du présent arrêté sont annoncés par un avis inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Cet avis indique notamment la date des épreuves écrites, la date limite de dépôt des candidatures et le nombre des emplois offerts à chacun des concours.

Art. 4.— Les techniciens géomètres stagiaires du cadastre pour l'administration de la Polynésie française accomplissent un stage d'une durée de dix-huit mois dans le service du cadastre de la Polynésie française.

Le stage est sanctionné par un examen professionnel qui donne lieu à un classement unique établi par ordre de mérite.

Art. 5.— Le stage de formation et l'examen professionnel portent sur les missions et travaux dévolus aux techniciens géomètres du cadastre pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 6.— Dans le cadre du programme général défini à l'article 5 ci-dessus, les modalités du stage de formation et de l'examen professionnel sont fixées par le chef du service des contributions directes à Papeete.

Art. 7.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 mai 1980.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du personnel et des services généraux,

J. BAUDRIER.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 10 juillet 1980 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale.

Paris, le 10 juillet 1980.

Le ministre de l'économie aux intermédiaires agréés.

La présente circulaire a pour objet de modifier certaines dispositions de la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale, modifiée par une circulaire du 22 septembre 1976 et par une circulaire du 16 février 1979.

1. Il est ajouté après le troisième alinéa de la circulaire du 9 août 1973 l'alinéa suivant :

« Les versements visés à l'article 2 *ter* de l'arrêté du 9 août 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 68-1021 du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par l'arrêté du 10 juillet 1980, sont effectués obligatoirement en francs au crédit des comptes d'attente dont le fonctionnement est défini par la circulaire du 9 juin 1969 relative aux comptes et dossiers d'attente ».

2. Le titre Ier (Transferts autorisés sans justification) de la circulaire du 9 août 1973 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

TITRE Ier.— Transferts autorisés sans justification.

« Par dérogation aux principes rappelés ci-dessus, les intermédiaires agréés et l'administration des postes sont habilités à transférer, sans requérir de justification, les règlements à destination de l'étranger et au profit de non-résidents en France, dont le montant ne dépasse pas 3.000 F ou la contre-valeur de 3.000 F.

« Cette facilité peut être utilisée pour régler toutes transactions sur biens et services entre la France et l'étranger. Elle peut également être utilisée pour effectuer des transferts occasionnels d'ordre privé entre résidents et non-résidents (dons, aides, dépannage, etc.) ou par un résident en cours de séjour à l'étranger pour son propre usage ; des transferts

privés à caractère répétitif (pensions alimentaires, secours réguliers, séjours de longue durée à l'étranger, économies sur salaires, etc.) peuvent être effectués selon cette même procédure à condition que leur périodicité ne soit pas supérieure à un mois.

« Cette facilité ne peut être mise à profit pour exécuter des paiements fractionnés ou pour permettre à un résident de se constituer des avoirs à l'étranger.

« Les intermédiaires sont tenus de s'assurer de l'identité des donneurs d'ordre. Ils doivent la relever ».

3. Les modifications suivantes sont apportées au titre II (Transferts autorisés sur justification), partie A (Transferts autorisés sans limitation de montant).

31. Au premier alinéa du paragraphe 1, la mention du paragraphe 7 de l'article 2 de l'arrêté du 9 août 1973 est supprimée; il convient donc de lire :

« I. — Les catégories de transferts énoncés aux paragraphes 3, 4, 5, 8, 9, 13, 15 et 17 de l'article 2... »

32. Il est ajouté à la suite de l'énumération des opérations qui peuvent être assimilées aux opérations visées à l'article 2 de l'arrêté du 9 août 1973 (§ 1 de la partie A), l'alinéa suivant :

« Règlements, dus à l'étranger en raison de contrats de sous-traitance, d'outillage nécessaires à la fabrication de matériels destinés à être importés ».

33. Le texte de la rubrique *b* « Remboursement de trop-perçus à l'exportation » est abrogé et remplacé par le texte suivant :

b) Remboursement de trop-perçus.

« L'autorisation générale vise le transfert des sommes remboursées par des résidents à des non-résidents dans les cas suivants :

« Escomptes, rabais ou ristournes consentis pour tout motif (différences de poids, marchandises ou prestations défectueuses, etc.) ;

« Restitution d'acomptes, d'arrhes ou de règlements partiels ;

« Remboursements consécutifs à des retours de marchandises ou d'emballages consignés ;

« Remboursement de sommes transférées à tort (doubles paiements, erreurs de facturation, etc.).

« Le donneur d'ordre doit produire les pièces attestant de l'existence de la créance initiale et de son règlement ».

34. Il est ajouté, après la rubrique *c* « Assurances et réassurances », la rubrique *c'* suivante :

« *c'*) Commissions, courtages, frais de publicité et de représentation :

« Le taux des commissions, courtages, frais de publicité ou frais de représentation à transférer doit être conforme aux usages en vigueur dans la profession ».

35. Le dernier alinéa de la rubrique *o* « Droits et redevances de brevets » est abrogé.

36. Le paragraphe « Rachat de devises en suite d'impayés » de la rubrique *w* « Autres opérations » est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Rachat de devises en suite d'impayés : sont autorisés les remboursements nécessaires du fait du non-paiement, par un non-résident, d'une créance en devises détenue par un résident lorsque celle-ci a fait l'objet de l'émission et de l'escompte d'une traite en devises, ou a donné lieu régulièrement à un crédit en devises, sous quelque forme que ce soit, en faveur

du créancier. Si une traite en francs a été régulièrement escomptée à l'étranger, c'est le remboursement par crédit en compte étranger qui est alors autorisé ».

4. Les modifications suivantes sont apportées au titre II (Transferts autorisés sur justification), partie B (Transferts autorisés dans la limite d'un montant maximum).

41. La rubrique *c* (Secours) est abrogée (les transferts antérieurement visés par cette rubrique sont désormais réalisés selon la procédure des transferts sans justification).

42. Le texte de la rubrique *d* (Allocation forfaitaire de séjour d'études) est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« *d*) Allocation forfaitaire de séjour d'études.

« Indépendamment des frais justifiés dont le transfert est autorisé par la rubrique *A d* ci-dessus, les intermédiaires agréés sont habilités à transférer, au profit des étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement à l'étranger, ou au profit des étudiants qui se rendent à l'étranger afin d'y poursuivre des recherches en vue de la rédaction ou de la soutenance de thèses de doctorat, une allocation forfaitaire pouvant atteindre au maximum 5.000 F par mois si le bénéficiaire est célibataire et 10.000 F par mois s'il est accompagné de sa femme ou d'enfants.

« Les ordres de transferts peuvent être donnés soit par les bénéficiaires eux-mêmes, soit par les personnes résidentes à la charge desquelles ils se trouvent. Dans la mesure où les montants à transférer dépassent le maximum fixé au titre Ier de la présente circulaire, ils sont subordonnés à la présentation d'un certificat d'inscription dans un établissement d'enseignement ».

René MONORY.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 10 juillet 1980 modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative à la domiciliation et au paiement des importations et exportations de marchandises, modifiée par une circulaire du 19 janvier 1974.

Paris, le 10 juillet 1980.

Le ministre de l'économie et le ministre du budget aux importateurs, exportateurs et aux intermédiaires agréés.

La présente circulaire modifie certaines dispositions de la réglementation des changes relatives à la domiciliation et au paiement des importations et des exportations; elle a notamment pour objet de porter le seuil de domiciliation de 50.000 F à 125.000 F :

1° A chaque fois qu'il est cité dans la circulaire du 9 août 1973 relative à la domiciliation et au paiement des importations et exportations de marchandises, modifiée par une circulaire du 19 janvier 1974, le chiffre de 50.000 F est remplacé par 125.000 F.

2° L'alinéa 3 du titre Ier (Dispositions générales) de la circulaire du 9 août 1973 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« 3. En vue de la domiciliation d'une opération, ou après la domiciliation si elle est déjà réalisée, l'importateur désigne, dans le cadre Règlement financier de la déclaration en douane ou sur le document en tenant lieu, l'intermédiaire agréé chez lequel il a décidé de domicilier cette opération. La domiciliation des importations doit être faite avant l'exécution des règlements d'importation. La durée de validité des dossiers est normalement de six mois; néanmoins des dossiers spéciaux peuvent être ouverts permettant la réalisation des importations dans un délai supérieur ».

3° L'alinéa 12 du titre II (Paiement des importations) est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« 12. Les importations d'une valeur inférieure à 3.000 F peuvent être réglées sans présentation de justification, dans les conditions définies par le titre Ier de la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale, modifiée par une circulaire du 10 juillet 1980 ».

A l'alinéa suivant le chiffre 1.500 F est remplacé par 3.000 F.

Le ministre de l'économie,
René MONORY.

Le ministre du budget,
Maurice PAPON.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 10 juillet 1980 *modifiant la circulaire du 12 juillet 1976 relative à la constitution de couvertures de change à terme, modifiée par une circulaire du 22 septembre 1976.*

Paris, le 10 juillet 1980.

Le ministre de l'économie et le ministre du budget
aux intermédiaires agréés.

La présente circulaire a pour objet de modifier la réglementation des changes en matière de couvertures de change à terme, notamment en supprimant la durée maximum des couvertures de change autorisées pour le paiement des marchandises figurant sur les listes annexées à cette circulaire. En outre, pour des raisons de clarté, le titre II (Achats de devises à terme par des résidents) de la circulaire du 12 juillet 1976 est repris dans sa totalité.

A. — Le titre II (Achats de devises à terme par des résidents) de la circulaire du 12 juillet 1976 relative à la constitution de couvertures de change à terme modifiée par une circulaire du 22 septembre 1976 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

2. Achats de devises à terme par des résidents.

« 1° Les résidents ne peuvent acheter de devises à terme à un intermédiaire agréé qu'en vue de règlements correspondants :

« A l'importation de marchandises ;

« Au paiement des frais accessoires s'y rapportant directement, qu'ils soient ou non facturés séparément ;

« Au paiement des frais accessoires se rapportant directement à l'exportation des marchandises lorsque ces frais sont pris en charge par l'exportateur. Dans ce dernier cas, lorsque l'exportation est libellée en devises, l'exportateur est tenu de vendre à terme, simultanément, le produit en devises de l'exportation.

« 2° Les couvertures à terme ne peuvent être constituées que pour une durée maximum de deux mois. Toutefois cette durée maximum ne s'applique pas aux couvertures de change constituées en vue de l'importation de marchandises figurant sur la liste annexées à la présente circulaire et du paiement des frais accessoires s'y rapportant directement ; la durée de ces couvertures n'est donc limitée que par les dispositions qui résultent des contrats.

« 3° La couverture doit être effectuée dans la monnaie de facturation du contrat et le terme doit correspondre à l'échéance prévue pour le règlement.

« 4° La couverture ne peut être constituée qu'après la fourniture d'un exemplaire du contrat ou de la facture relatifs au règlement à effectuer. Dans le cas de la couverture de frais accessoires à une exportation, l'exportateur doit en outre fournir un exemplaire de la facture relative à cette exportation

et une attestation de vente de devises à terme pour le montant total correspondant. Pour les importations et exportations faisant l'objet d'un dossier de domiciliation, la couverture doit être constituée sous le contrôle de l'intermédiaire agréé qui tient ce dossier.

« Les achats de devises à terme et leur dénouement par levée ou annulation doivent être enregistrés avec leur date et leur montant sur le dossier de domiciliation ou sur le dossier de couverture de change si l'opération est dispensée de domiciliation.

« 5° Les devises achetées à terme au vu d'un contrat d'importation donné peuvent être utilisées, en totalité ou partiellement, éventuellement après arbitrage, au règlement d'une autre importation si celle-ci, à la date de l'achat à terme, pouvait faire régulièrement l'objet d'une couverture identique, notamment en ce qui concerne sa durée. Les banques intermédiaires agréées qui tiennent les dossiers de domiciliation ou les dossiers de couverture de change les rectifient en conséquence.

« 6° Lors de la levée du terme, avant d'utiliser les devises au règlement de l'opération, l'intermédiaire agréé doit s'assurer :

« a) Que le règlement à effectuer correspond à la couverture de change constituée (sauf application des dispositions du paragraphe 5 ci-dessus) ;

« b) Que les conditions prévues par la réglementation pour l'acquisition au comptant de devises sont bien remplies ;

« c) Que les délais maxima prévus par la présente circulaire ont été respectés ; toutefois s'il apparaît que le règlement en cause doit être différé, l'achat à terme de devises peut faire l'objet, sans autorisation préalable, d'un report qui, dans le cas des couvertures relevant de la durée maximum de deux mois, ne doit pas avoir pour conséquence un dépassement de cette durée maximum supérieur à huit jours ;

« d) Il ne peut être procédé à un arbitrage que dans le cas où la monnaie de facturation et la monnaie de règlement prévues au contrat sont différentes.

« 7° Sauf application du paragraphe 5° ci-dessus, les couvertures de change à terme doivent être annulées dans les cas suivants :

« Si le règlement commercial intervient avant la date prévue pour l'échéance de la couverture de change, la couverture doit être annulée pour le délai restant à courir ; cette annulation ne fait pas l'objet du compte rendu prévu au paragraphe 9° ci-après ;

« Si le contrat commercial justifiant la couverture est annulé, la couverture correspondante doit être immédiatement annulée ;

« Si lors de la levée du terme les conditions prévues au paragraphe 6° ci-dessus ne sont pas remplies, la couverture doit être annulée.

« 8° Outre les cas cités au paragraphe 7° ci-dessus dans lesquels l'annulation est obligatoire, les achats de devises à terme peuvent être annulés à l'échéance ou avant l'échéance.

« 9° Si l'annulation d'une couverture entraîne la réalisation d'un bénéfice de change, l'intermédiaire agréé en rend compte à la Banque de France ou à la caisse centrale de coopération économique en ce qui concerne les départements et territoires d'outre-mer. Si l'annulation résulte de l'annulation du contrat commercial correspondant, ou de la disparition, pour tout autre motif, du risque de change initialement couvert, les justifications appropriées sont jointes au compte rendu.

« Sauf autorisation de la Banque de France ou de la caisse centrale de coopération économique, l'opération dont la couverture a été annulée ne peut pas faire l'objet d'une seconde couverture ».

B.— Les annexes A et B à la circulaire du 12 juillet 1976 sont remplacées par l'annexe à la présente circulaire.

Le ministre de l'économie,
René MONORY.

Le ministre du budget,
Maurice PAPON.

ANNEXE

Numéros du tarif douanier (« Ex » est mis pour « extrait ».)	Désignation des produits
01-02 A	Animaux vivants de l'espèce bovine domestiques.
01-03 A	Animaux vivants de l'espèce porcine domestiques.
01-04 A I	Animaux vivants de l'espèce ovine domestiques.
02-01 A II b	Viandes de l'espèce bovine domestique congelées.
02-01 A III a	Viandes de l'espèce porcine domestique fraîches, réfrigérées ou congelées.
02-01 A ex IV	Viandes de l'espèce ovine domestique fraîches, réfrigérées ou congelées.
02-01 B II	Abats comestibles des animaux repris aux numéros 01-01 à 01-04 inclus, frais, réfrigérés ou congelés, autres que ceux destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques.
03-01 ex B	Poissons de mer congelés.
Ex 05-02	Soies de porc ou de sanglier.
05-04	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons.
05-07 A	Plumes à lit et duvet.
05-15	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs, animaux morts des chapitres 1er ou 3 impropres à la consommation humaine.
07-01 A I	Plants de pomme de terre.
07-05	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés.
07-06 A	Racines de manioc, d'arrow-root et de salep et autres racines et tubercules similaires, à haute teneur en amidon, à l'exclusion des patates douces.
08-01 ex E	Noix de coco fraîche ou sèche et pulpe déshydratée de noix de coco.
08-04 ex B	Raisins secs.
08-10 ex D	Marrons épluchés, congelés.
09	Café, thé, maté et épices.
10-01	Froment et méteil.
10-05	Maïs.
10-06	Riz.
12-01	Graines et fruits oléagineux, même concassés.
12-03	Graines, spores et fruits à ensemer.

Numéros du tarif douanier (« Ex » est mis pour « extrait ».)	Désignation des produits
12-07	Plantes, parties de plantes, graines et fruits des espèces utilisées principalement en parfumerie, en médecine ou à usages insecticides, parasitiques et similaires, frais ou secs, même coupés, concassés ou pulvérisés.
13-02	Gomme laque même blanche; gommés, gommés-résines, résines et baumes naturels.
13-03 A	Sucres et extraits végétaux.
15-02 ex A	Suifs de l'espèce bovine destinés à des usages industriels autres que la fabrication de produits pour l'alimentation humaine.
15-02 ex 2 B ex I	Autres suifs de l'espèce bovine, autres que bruts.
15-04	Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées.
15-07	Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées.
15-12	Huiles et graisses animales ou végétales partiellement ou totalement hydrogénées et huiles et graisses animales ou végétales solidifiées ou durcies par tout autre procédé, même raffinées, mais non préparées.
15-16 A	Cires végétales brutes.
17-01	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide.
17-03	Mélasses.
18-01	Cacao en fèves, brisures de fèves, bruts ou torréfiés.
18-03	Cacao en masse ou en pains (pâte de cacao), même dégraissé.
18-04	Beurre de cacao, y compris la graisse et l'huile de cacao.
18-05	Cacao en poudre, non sucré.
23-01	Farines et poudres de viande et d'abats de poissons, crustacés ou mollusques, impropres à l'alimentation humaine; cretons.
23-02	Sons, remoulages et autres résidus du criblage, de la mouture et autres traitements des grains de céréales et de légumineuses.
23-03	Pulpes de betteraves, bagasses de canne à sucre et autres déchets de sucrerie; drèches de brasserie et de distillerie; résidus d'amidonnerie et résidus similaires.
23-04	Tourteaux grognons d'olives et autres résidus de l'extraction des huiles végétales, à l'exclusion des lies ou fèces.
24-01	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac.
25-02	Pyrites de fer non grillées.
25-03	Soufres de toutes espèces, à l'exclusion du soufre sublimé, du soufre colloïdal.
25-04	Graphite naturel.
Ex 25-07	Argiles relevant des rubriques N.G.P. numéros 25-07-80-0 et 25-07-80-1.
25-10	Phosphates de calcium naturels, phosphates aluminocalciques naturels, apatite et craies phosphatées.

Numéros du tarif douanier (« Ex » est mis pour « extrait ».)	Désignation des produits	Numéros du tarif douanier (« Ex » est mis pour « extrait ».)	Désignation des produits
25-24	Amiante (asbeste).	29-35 ex Q	Morpholine.
Ex 25-30	Borates et concentrés : R 46, FB 47 et colémanite.	29-42 B I	Quinine et sulfate de quinine.
26-01	Minerais métallurgiques, même enrichis ; pyrites de fer grillées (cendres de pyrites).	31-03 AJ	Superphosphates.
Ex 26-03	Cendres et résidus autres que ceux du numéro 26-02 contenant du métal ou des composés métalliques à l'exception des lessives résiduelles de cornallite.	Ex 31-05	Phosphates di-ammoniques.
27-01	Houilles : briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille.	31-03 A ex II	Scories de déphosphoration.
27-02	Lignite et agglomérés de lignites.	32-01	Extraits tannants d'origine végétale ; tannins (acides tanniques), y compris le tannin de noix de galle à l'eau, et leurs sels, éthers, esters et autres dérivés.
27-04 A	Cokes et semi-cokes de houille, de lignite et de tourbe, agglomérés ou non : charbon de cornue.	33-01	Huiles essentielles (déperphénées ou non), liquides ou concrètes, et résinoïdes.
27-08	Brai et coke de brai de goudron de houille ou d'autres goudrons minéraux.	38-07 A	Essence de térébenthine.
27-11	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.	38-08 A	Colophanes (y compris les produits dits « brais résineux »).
27-14 B	Coke de pétrole.	38-11 ex C	Insecticides.
28-04 C ex V	Silicium.	40-01	Latex de caoutchouc naturel... ; caoutchouc naturel balata, gutta-percha et gommes naturelles analogues.
28-05 D	Mercure.	Ex 41-01	Peaux d'ovins lainées ; peaux de caprins non épilées.
28-10	Anhydride et acides phosphoriques (méta, ortho et pyro).	41-01 à 41-05	Cuirs et peaux bruts ou préparés relevant de ces positions.
Ex 28-12	Acide anhydride borique : oxyde borique.	43-01	Pelletteries brutes.
28-16	Ammoniac.	44-03 ex B	Bois bruts, même écorcés ou simplement dégrossis : sapins, épicéas et autres conifères destinés à la trituration ; grumes de sciage.
28-17 A	Hydroxyde de sodium (soude caustique).	44-05 ex C	Bois simplement sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur supérieure à 5 mm : bois de sapin, d'épicéa et d'autres conifères ; sciages de feuillus tropicaux.
28-18 à 28-28	Oxydes, hydroxydes et peroxydes métalliques inorganiques.	47-01	Pâtes à papier.
28-29 à 28-48	Sels et persels métalliques des acides inorganiques, à l'exclusion des azotures.	47-02	Déchets de papier et de carton ; vieux ouvrages de papier et de carton exclusivement utilisables pour la fabrication du papier.
28-49 C	Sels et autres composés inorganiques ou organiques des métaux précieux.	50-02	Soie grège (non moulinée).
28-50 ex A	Uranium naturel.	53-01	Laines en masse.
28-56 A	Carbure de silicium.	53-02	Poils fins ou grossiers, en masse.
29-01	Hydrocarbures.	53-03	Déchets de laine et de poils (fins ou grossiers), à l'exclusion des effilochés.
29-02	Dérivés halogénés des hydrocarbures.	54-01	Lin brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité mais non filé ; étoupes et déchets de lin (y compris les effilochés).
29-03	Dérivés sulfonés, nitrés, nitrosés des hydrocarbures.	55-01	Coton en masse.
29-04 C ex I	Ethylèneglycol et propylèneglycol : pentaérythrite.	55-03	Déchets de coton (y compris les effilochés) non peignés ni cardés.
29-05 A II	Menthol.	57-01	Chanvre « Cannabis sativa » brut roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé ; étoupes et déchets de chanvre (y compris les effilochés).
29-08 B ex I	Diéthylèneglycol.	57-03	Justes et autres fibres textiles libériennes, non dénommées ni comprises ailleurs, brutes, décortiquées ou autrement traitées mais non filées ; étoupes et déchets de jute (y compris les effilochés).
29-10 A	Piperonylbutoxyde.	57-04	Autres fibres textiles végétales brutes ou travaillées mais non filées ; déchets de ces fibres (y compris les effilochés).
29-11 E I	4-Hydroxy-3-méthoxybenzaldéhyde (vanilline) et 3-éthoxy-4-hydroxybenzaldéhyde (éthylvanilline).		
29-13 B I a	Camphre naturel brut.		
29-13 B I ex b	Camphre naturel raffiné.		
29-16 A IV a	Acide citrique.		
29-19	Esters phosphoriques et leurs sels, y compris les lacto-phosphates et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés.		
29-22	Composés à fonction amine.		
29-23	Composés aminés à fonctions oxygénées simples ou complexes.		
29-24 A	Lécithines et autres phospho-aminolipides.		
29-29	Dérivés organiques de l'hydrazine ou de l'hydroxylamine.		
29-35 ex A	Furfural (furfuro).		

Numéros du tarif douanier (« Ex » est mis pour « extrait ».)	Désignation des produits
63-02	Drilles et chiffons, ficelles, cordes et cordages sous forme de déchets ou d'articles hors d'usage.
71-02 ex A	Diamants bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés, triés, pour usages industriels.
73-01 D I	Fontes brutes en lingots, gueuses, saumons ou masses non dénommées contenant en poids de 0,30 % inclus à 1 % de titane et de 0,50 % inclus à 1 % inclus de vanadium.
73-02	Ferro-alliages.
73-03	Ferrailles, déchets et débris d'ouvrages de fonte, de fer ou d'acier.
73-16 A II b	Rails autres usagés.
74-01	Mattes de cuivre ; cuivre brut (cuivre pour affinage et cuivre affiné) ; déchets et débris de cuivre.
75-01	Mattes, speiss et autres produits intermédiaires de la métallurgie du nickel ; nickel brut (à l'exclusion des anodes du numéro 75-05), déchets et débris de nickel.
76-01	Aluminium brut ; déchets et débris d'aluminium.
77-01	Magnésium brut ; déchets et débris de magnésium (y compris les tournures non calibrées).
Ex 77-02	Barres, profilés, fils, tôles, feuilles, bandes, tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), poudres, paillettes et tournures calibrées, barres creuses en magnésium.
78-01	Plomb brut (même argentifère) ; déchets et débris de plomb.
79-01	Zinc brut ; déchets et débris de zinc.
80-01	Étain brut ; déchets et débris d'étain.
81-01	Tungstène (wolfram) brut ou ouvré.
81-02	Molybdène brut ou ouvré.
81-03	Tantale brut ou ouvré.
Ex 81-04	Autres métaux communs bruts ou ouvrés.

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 10 juillet 1980 modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative aux frais de voyage à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

Paris, le 10 juillet 1980.

*Le ministre de l'économie et le ministre du budget
aux intermédiaires agréés.*

La présente circulaire a pour objet de modifier la circulaire du 9 août 1973 relative aux frais de voyage à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

1. Au titre Ier-1 (Règlement des frais de voyage à l'étranger par l'entremise des intermédiaires agréés ou au moyen de cartes de crédit), § b, 4e alinéa, le montant de 1.000 F est remplacé par 2.000 F.

2. Au titre Ier-2 (Allocations forfaitaires en francs et en devises), § b, le montant de 500 F est remplacé par 1.000 F.

*Le ministre de l'économie,
René MONORY.*

*Le ministre du budget,
Maurice PAPON.*

CIRCULAIRE MINISTERIELLE du 10 juillet 1980 modifiant la circulaire du 22 mars 1974 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

Paris, le 10 juillet 1980.

Le ministre de l'économie aux intermédiaires agréés.

La présente circulaire a pour objet de modifier la circulaire du 22 mars 1974 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières, notamment pour autoriser les fonctionnaires étrangers en poste en France à ouvrir des comptes ordinaires de résident en sus de leurs comptes de non-résident et pour permettre l'exécution de règlements par chèques au profit des personnes physiques non résidentes demeurant effectivement en France, dans les limites prévues pour les transferts sans justification par la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale, modifiée par une circulaire du 10 juillet 1980.

1. Il est ajouté à la fin du titre Ier (Régime des comptes étrangers en francs) de la circulaire du 22 mars 1974 l'alinéa suivant :

« Les fonctionnaires étrangers en poste en France (y inclus les fonctionnaires étrangers d'organisations internationales intergouvernementales) sont autorisés à se faire ouvrir pour l'exécution de leurs opérations personnelles en France des comptes intérieurs ordinaires dans les mêmes conditions que les résidents. Sauf autorisation du ministre de l'économie ou, par délégation, de la Banque de France ou de la caisse centrale de coopération économique, le virement des sommes disponibles sur ces comptes au crédit du compte étranger du titulaire n'est autorisé que dans la limite des transferts sans justifications prévus par la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale, modifiée par une circulaire du 10 juillet 1980, ou lorsque l'intéressé cesse de résider en France ».

2. Il est ajouté à la fin de la partie A (Opérations au crédit) du titre Ier (Régime des comptes étrangers en francs) l'alinéa suivant :

« Les personnes physiques non résidentes demeurant effectivement en France sont en outre autorisées à encaisser directement par l'entremise de la banque française qui tient leur compte les chèques qui leur seraient remis par des résidents dans les conditions prévues pour les transferts sans justification par la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale, modifiée par une circulaire du 10 juillet 1980 ».

René MONORY.

RECTIFICATIF (JORF n° 177 N.C. du 31 juillet 1980 - page 6900).

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 mai 1980 (N.C. 125) : page 4761, 2e colonne, article 6, 3e ligne, au lieu de : « ... le chef du service des contributions directes.. », lire : « ... le chef du service du cadastre... ».

L'exequatur est accordé à M. Malcolm Ashley LEADER, consul général d'Australie à Nouméa, avec juridiction sur la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et les îles Wallis et Futuna.

L'exequatur est accordé à M. Augusto CONFALIONERI, consul honoraire d'Italie à Papeete, avec juridiction sur le territoire de la Polynésie française.

L'exequatur est accordé à M. Anibal Tepistocles RAPELA, consul général d'Argentine à Paris avec juridiction sur les départements et territoires d'outre-mer.

DECRET du 6 août 1980 portant acquisition de la nationalité française. (JORF n° 187 N.C. des 11 et 12 août 1980).

Article 1er

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chan (Chui Yung), Wai Yeung (Chine, en 1907, NAT...)

Liao Kin Tse, née Fou Kiou (Youc), Fa Yuen (Chine), 10-09-05, NAT..., autorisée à s'appeler légalement Liao Kin Tse, née Fou Kiou (Elisabeth).

DECRET du 7 août 1980 portant acquisition de la nationalité française. (JORF n° 190 N.C. du 15 août 1980).

Article 1er

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chung (Tan), Kwangtung (Chine), 17-07-06, NAT...

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 1624 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Artisanat de Atuona" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980;

Vu la demande déposée par l'association "Artisanat de Atuona";

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980;

Vu la convention n° 79/27 signée entre le territoire et le bénéficiaire;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'association "Artisanat de Atuona" bénéficiera d'une subvention de 850.000 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la B.I.S. sur le compte n° 1521/26744.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1625 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une avance sans intérêt à l'entreprise "Plastipac" pour son activité de confection de sacs plastiques au titre du FSDIA.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôles des subventions accordées sur les fonds du territoire;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980;

Vu la demande déposée par l'entreprise "Plastipac";

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980;

Vu la convention n° 80/07 signée entre le territoire et le bénéficiaire;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'entreprise "Plastipac" bénéficiera, pour son activité de confection de sacs plastiques d'une avance

sans intérêt de 2.000.000 FCFP, remboursable en 4 ans par fractions constantes au début de chaque trimestre, avec 1 an de différé.

Art. 2.— La somme sera versée sur le compte n° 1022/21094 D à la B.I.A.

La dépense correspondante est imputable au FSDIA, opération : 1/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1626 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Hakahau" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978 ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/ FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980 ;

Vu la demande déposée par l'association "Hakahau" ;

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980 ;

Vu la convention n° 80/05 signée entre le territoire et le bénéficiaire ;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement ;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'association "Hakahau" bénéficiera d'une subvention de 1.310.000 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la Socrédo sur le compte n° 28672 Y.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1627 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Te pu hana ia haina kakiu a te tau tupuna" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978 ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980 ;

Vu la demande déposée par l'association "Te pu hana ia haina kakiu a te tau tupuna" ;

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980 ;

Vu la convention n° 80/04 signée entre le territoire et le bénéficiaire ;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement ;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'association "Te pu hana ia haina kakiu a te tau tupuna" bénéficiera d'une subvention de 1.021.414 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la Socrédo sur le compte n° 24.775 Q.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1628 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Narai" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980;

Vu la demande déposée par l'association "Narai";

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980;

Vu la convention n° 80/03 signée entre le territoire et le bénéficiaire;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement;
En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'association "Narai" bénéficiera d'une subvention de 680.000 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la B.T. sur le compte n° 08-80022.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1629 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Pua tou" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980;

Vu la demande déposée par l'association "Pua tou";
Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980;

Vu la convention n° 80/02 signée entre le territoire et le bénéficiaire;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement;
En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'association "Pua tou" bénéficiera d'une subvention de 1.825.000 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la B.I.S. sur le compte n° 1421/24890 E.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1630 BD/FSDIA du 5 août 1980 accordant une subvention à l'association "Tiki paheke" au titre du F.S.D.I.A.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 78-113 du 27 juin 1978 portant création du F.S.D.I.A., modifiée par la délibération n° 78-203 du 22 décembre 1978;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire;

Vu l'arrêté n° 1344 BD/FSDIA du 7 mai 1980 portant répartition des dotations pour l'année 1980;

Vu la demande déposée par l'association "Tiki paheke";

Vu l'avis exprimé par le comité de gestion du FSDIA en séance du 15 avril 1980;

Vu la convention n° 80/01 signée entre le territoire et le bénéficiaire;

Sur le rapport du directeur du bureau de développement;
En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980.

Arrête :

Article 1er.— L'association "Tiki paheke" bénéficiera d'une subvention de 1.869.000 FCFP pour l'achat de matériel, d'outillage et de matières premières.

Art. 2.— La somme sera versée à la B.I.S. sur le compte n° 21 22826 L.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 2/80.

Art. 3.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1644 AC.DIR.INFRA du 5 août 1980 fixant les taux des redevances d'atterrissage et d'éclairage perçues sur les aérodromes à statut territorial.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 21 ;

Vu l'arrêté n° 3333 AA du 27 septembre 1973 rendant exécutoire les délibérations n° 73-36 du 5 avril 1973 et 73-95 du 23 août 1973 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 5692 AA du 4 octobre 1976 rendant exécutoire la délibération n° 76-118 du 14 septembre 1976 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Sur le rapport du directeur du service de l'aviation civile ;
En ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— La redevance d'atterrissage perçue sur les aérodromes territoriaux est calculée sur la base suivante :

- aéronefs d'un poids inférieur ou égal à 2 tonnes : 110 FCFP.
- aéronefs d'un poids supérieur à 2 tonnes et inférieur ou égal à 6 tonnes : 110 FCFP + 55 FCFP par tonne de la 3e à la 6e tonne.
- aéronefs d'un poids supérieur à 6 tonnes et inférieur ou égal à 25 tonnes : 330 FCFP + 120 FCFP par tonne de la 7e à la 25e tonne.
- aéronefs d'un poids supérieur à 25 tonnes : 2.610 FCFP + 300 FCFP par tonne à partir de la 26e tonne.

Art. 2.— La redevance d'éclairage perçue sur les aérodromes territoriaux classés en 3e catégorie est fixée à 460 FCFP.

Art. 3.— L'arrêté n° 1149 AC.DIR.INFRA du 16 février 1979 est abrogé.

Art. 4.— La date d'application du présent arrêté est fixée au 1er août 1980.

Art. 5.— Le directeur du service de l'aviation civile et le chef du service des domaines sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1645 AC.DIR.INFRA du 5 août 1980 fixant le taux de la redevance passagers perçue sur les aérodromes à statut territorial.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 21 ;

Vu la décision n° 279 AC.DIR.INFRA du 9 novembre 1977 portant réglementation de la redevance passagers perçue sur les aérodromes à statut territorial ;

Sur le rapport du directeur du service de l'aviation civile ;

En ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 1980,

Décide :

Article 1er.— La redevance passagers perçue sur les aérodromes territoriaux est fixée à 100 FCFP pour compter du 1er août 1980.

Art. 2.— La décision 275 AC.DIR.INFRA du 9 novembre 1977 est abrogée.

Art. 3.— Le directeur du service de l'aviation civile et le chef du service des domaines et de l'enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 5 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 5 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1647 S du 11 août 1980 fixant les conditions particulières d'achat et de prescription de médicaments, d'objets de pansements ou de produits de diagnostic réservés à certains praticiens : allergologues, chirurgiens, chirurgiens-dentistes.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté 133 AA du 30 septembre 1955 promulguant la loi n° 54-418 du 18 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relative à la pharmacie ;

Vu la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation de l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses en Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3942 AA du 4 septembre 1978 et en particulier les articles 24, 25, 31, 37, 60 et 61 ;

Vu les arrêtés 953 S du 15 décembre 1978 et 1944 S du 6 décembre 1979 fixant les compositions des tableaux A, B et C des substances vénéneuses destinées à la médecine ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er. — Conformément à l'article 511 du code de la santé publique étendu au territoire par l'arrêté n° 1331 AA du 30 septembre 1955, la délivrance des médicaments est effectuée par les pharmaciens d'officine.

Une exception est faite cependant en faveur de certains praticiens inscrits à l'ordre national correspondant à leur spécialité, sur leurs demandes manuscrites datées et signées et pour les préparations relevant du tableau B des substances vénéneuses dans les conditions prévues aux articles 60 et 61 de la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 les établissements de fabrication, de vente en gros ou de distribution en gros sont habilités à vendre directement aux praticiens pour leur usage professionnel les catégories de produits suivants :

a) les objets de pansements et tous articles présentés comme conformes à la pharmacopée, notamment les sutures chirurgicales stériles ou non ;

b) les médicaments utilisés en diagnostic médical ou en allergologie, chirurgie dentaire ou lors des accouchements.

Ces produits ou préparations sont destinés à être utilisés par les praticiens eux-mêmes sans qu'ils puissent les céder à leur clientèle à titre onéreux ou gratuit. Leur détention sera conforme aux dispositions réglementaires.

En ce qui concerne les chirurgiens-dentistes, les articles ci-après précisent à la fois les catégories de médicaments que la liste des substances vénéneuses qui peuvent être délivrés pour leur exercice professionnel ainsi qu'à leur clientèle sur leur prescription.

Art. 2. — Compte tenu des dispositions prévues aux articles 24 et 25 de la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 réglementant l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses en Polynésie française concernant les médicaments relevant des tableaux A, B et C des substances vénéneuses publiés par les arrêtés n° 953 S du 15 décembre 1978 et 1944 S du 6 décembre 1979, les chirurgiens-dentistes peuvent prescrire les catégories de substances suivantes :

- antiseptiques, anesthésiques et révulsifs en vue de leur utilisation à titre de topiques, ainsi que pour le traitement de canaux dentaires : nécrosants pulpaire, antibiotiques, médicaments anti-inflammatoires, médicaments hémostatiques.
- Méthacqualone ou méthyl-2 (méthyl-2 phényl)-3 oxo-4 dihydro-3,4 quinazoline et ses sels
- Métoclopramide ou amino-4 chloro-5 N-(diéthyl amino-2 éthyl) méthoxy-2 benzamide et ses sels
- Phénol et phénates alcalins
- Plomb (oxyde de)
- Résorcine et ses sels
- Sulfamides (produits béséniques sulfurés à groupements sulfamidés) et dérivés azoïques colorés ou non
- Tétrachloréthylène
- Trioxyméthylène
- Zinc (sulfate de).

Art. 3. — Les pharmaciens peuvent délivrer sur présentation d'une ordonnance signée d'un chirurgien-dentiste inscrit à l'ordre national des chirurgiens-dentistes les médicaments contenant les substances vénéneuses figurant sur les listes suivantes.

Les prescriptions devront être rédigées conformément aux dispositions des articles 37 (tableau A) ou 31 (tableau C) de la délibération 78-137 du 18 août 1978 les catégories des substances suivantes :

a) Traitements généraux des affections des dents, de la bouche et des maxillaires par voie orale, perlinguale, rectale, sous-cutanée et intra musculaire :

- . médicaments hémostatiques préventives ou curatives ;
- . médicaments reminéralisants ;
- . médicaments générales hypnotiques, sédatives, analgésiques ;
- . médicaments de choc (stock vaccins).

Pour certaines médications, soit prescrites pour une longue période, soit dont l'action générale sur l'organisme est importante, le chirurgien-dentiste se mettra autant que possible d'accord avec le médecin traitant quant à leurs indications.

b) traitement local :

- . antiseptiques ;
- . hémostatiques - antibiotiques ;
- . anesthésiques et révulsifs en vue de leur utilisation à titre de topiques.

Et plus précisément en dehors des antibiotiques, les substances vénéneuses suivantes :

TABLEAU A

Belladone (préparations galéniques et alcaloïdes)
Cortisone, hydrocortisone, leurs dérivés déshydrogénés, leurs dérivés halogénés, leurs esters
Dextropropoxyphène ou diméthylamino-4 diphenyl-1.2 méthyl-3 propionoxy-2 butane, dextrogyre et ses sels
Eau chloroformée associée aux antiseptiques et au chloral
Ergot de seigle, ses alcaloïdes et ses préparations galéniques
Ethylmorphine et ses sels (préparations à base de)
Génatropine et ses sels
Génésérine et ses sels
Indométacine ou acide (chloro-4 benzoyl)-1 méthoxy-5 méthyl-2 indoleacétique-3 et ses sels
Pavot (capsules sèches)
Teinture d'aconit, associée sous forme de topique gingival

Est également autorisée au cabinet l'administration des antibiotiques et des médications anti-inflammatoires et hémostatiques par voie orale ou perlinguale, ainsi qu'en cas d'urgence par voie sous-cutanée ou intra-musculaire.

Et plus précisément, en dehors des antibiotiques, les substances vénéneuses suivantes.

TABLEAU A

Acide aminocaproïque ou acide amino-6 hexanoïque et ses sels
Acide arsénieux
Aconit (teinture)
Adrénaline et ses sels
Atropine et ses sels
Chloroforme
Cortisone, hydrocortisone, leurs dérivés déshydrogénés, leurs dérivés halogénés, leurs esters
Dextropropoxyphène ou diméthyl amino-4 diphenyl-1.2 méthyl-3,3 propionoxy-2, butane dextrogyre et ses sels
Génatropine et ses sels
Génésérine et ses sels
Indométacine ou acide (chloro-4 benzoyl)1 méthoxy-5 méthyl-2 indole-acétique-3 et ses sels
Scopolamine et ses sels
Trinitroglycérine (Trinitrine).

TABLEAU B

Chlorhydrate de cocaïne, sous forme de mélange avec 10 % de trioxyméthylène
Mélange de Bonain.

TABLEAU C

Acide acétique cristallisable
Acide chlorydrique

Acide chromique
 Acide niflumique ou acide (trifluorométhyl-3 anilino)-2 nicotinique et ses sels
 Acide nitrique
 Acide sulfurique
 Acide trichloracétique
 Anesthésiques locaux
 Antibiotiques
 Argent (sels hydrosolubles d')
 Arsenic (composés organiques de l'), pour application locale
 Benzylamine ou bensyl-1 (diméthylamino)-3 propoxy 3 1H-indazole et ses sels
 Chloral hydraté
 Chlorure de zinc
 Créosote
 Crésylol et crésylates
 Cyclarbamate ou diester phénylcarbamique du dihydroxyméthyl-1,1 cyclopentane
 Ephédrine et ses sels
 Formaldéhyde (soluté officinal de) (Formol)
 Fluorures métalliques et dérivés fluorés de l'acide phosphorique
 Gaïacol
 Glafénine ou (chloro-7 quinolyl 14) amino-2 benzoate de glycéryle
 Hydroxyzine ou chlorbenzhydryl-4 2-(2 hydroxyéthoxy) éthyl diéthylène-diamine et ses sels
 Iode et soluté alcoolique d'iode officinal
 Lessive de potasse
 Lessive de soude
 Malonylurée (dérivés de la) et leurs sels
 Mécocalone ou (chloro-2 phényl)-3 méthyl-2 oxo-4 dihydro-3,4 quinazolin et ses sels
 Méprobamate ou méthyl-2 N propyl-2 propanediol-1,3 dicarbamate
 Mercure

TABLEAU C

Acide ménénamique ou acide N (xylyl-2,3) anthranilique et ses sels
 Acide niflumique ou acide (trifluorométhyl-3 anilino)-2 nicotinique et ses sels
 Antibiotiques
 Arsenic (composés organiques de l') pour application locale
 Carbamate de méthylpentynol
 Chloral hydraté en soluté pour bains de bouche
 Cyclarmate ou diester phénylcarbamique ou dihydroxyméthyl-1,1 cyclopentane
 Formaldéhyde (soluté officinal de) (Formol)
 Gaïacol
 Glafénine ou (chloro-7 quinolyl-4) amino-2 benzoate de glycéryle
 Hexapropymate ou carbamate de (propyne-2yl)-1 cyclohexyle-1)
 Hydroxyzine ou chlorbenzhydryl-4 2-(2 hydroxyéthoxy) éthyl diéthylène-diamine et ses sels
 Iode et soluté alcoolique d'iode officinal
 Lévomépromazine ou méthoxy-3 (méthyl-2' diméthylamino-3' propyl)-10 phénothiazine et ses sels, comprimés dosés à deux milligrammes au maximum
 Malonylurée (dérivés de la) et leurs sels
 Mécloqualone ou (chloro-2 phényl)-3 méthyl-2 oxo-4 dihydro-3,4 quinazoline et ses sels
 Méprobamate ou méthyl-2 N propyl-2 propanediol-1,3 dicarbamate
 Méthaqualone ou méthyl-2 (méthyl-2 phényl)-3 oxo-4 dihydro-3,4 quinazoline et ses sels

Métoclopramide ou amino-4 chloro-5 N (diéthylamino-1 éthyl) méthoxy-2 benzamide et ses sels
 Nor-éphédrine et ses sels
 Parapropamol ou propionylamino-4 phénol et ses sels
 Phénols et phénates alcalins, en soluté pour bains de bouche
 Phényl-1 (hydroxyphényl)-2 dioxo-3,5 n-butyl-4 pyrazolidine et ses sels
 Sulfamides (produits benzéniques sulfurés à groupements sulfamidés) et dérivés azoïques colorés ou non
 Vitamines D.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
 le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,
 par délégation :

Le secrétaire général,
 Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1648 S du 11 août 1980 fixant les listes des médicaments que les pharmaciens peuvent délivrer aux sages-femmes.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté 133 AA du 30 septembre 1955 promulguant la loi n° 54-418 du 18 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie ;

Vu la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation à l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi des substances vénéneuses en Polynésie française et en particulier les articles 24, 25, 31, 54 et 61 ;

Vu les arrêtés 953 S du 15 décembre 1978 et 1944 S du 6 décembre 1979 fixant les compositions des tableaux A, B et C des substances vénéneuses destinées à la médecine humaine ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Les sages-femmes sont autorisées à prescrire, pour être utilisés par elles-mêmes, dans l'exercice de leur profession ou par leurs clients, les médicaments suivants ne contenant pas de substances vénéneuses :

Analeptiques

Dérivés de l'acide éthylaminobutyrique
 Heptaminol et ses sels
 Nicéthamide
 Triméthylxanthine
 Camphosulfonate de sodium
 Camphosulfonate de diéthylène diamine

Anti-hémorragiques

Adénochrome et ses dérivés
Etamsylate
Vitamine K I

Antispasmodiques

Dihexyvérine et ses sels
Phloroglucinol et ses dérivés
Dipropyline

Collyres

Collyres aux antibiotiques (avec obligation de renouveler les instillations pendant les trois premiers jours).

Désinfectants

Cétrimonium et dérivés.

Solutés

Soluté de chlorure de calcium à 10 p. 100, en ampoules de 10 ml apportant 360 mg de calcium métal.
Soluté de chlorure de sodium isotonique
Soluté de bicarbonate de sodium isotonique
Soluté de bicarbonate de sodium, en solution semi-molaire, en ampoules de 10 ml, contenant 0,420 g du produit, soit 5 mEq de tampon et 5 mEq de sodium
Soluté de gluconate de calcium à 10 p. 100
Soluté de glucose isotonique
Soluté de glucose à 30 p. 100, en ampoules de 20 ml
Soluté de sulfate de magnésie à 15 p. 100, dans la limite de 20 ml.

Antiseptiques

Solution de mercurescéine sodique à 1 p. 100
Soluté alcoolique d'iode officinal
Alcool à 90° dans la limite de 250 ml par ordonnance
Pommade à l'oxyde de zinc
Soluté neutre dilué d'hypochlorite de soude (soluté dit de Dakin).

Laxatifs

Laxatifs dont la délivrance n'est pas soumise à prescription médicale.

Antiacides gastriques

Méthylpolysiloxanes
Aluminium (silicates ou hydroxyde de).

Art. 2.— En application des articles 24, 25 et 61 de la délibération n° 78-137 du 18 août 1978, rendue exécutoire par l'arrêté n° 3942 AA du 4 septembre 1978, les pharmaciens peuvent délivrer aux sages-femmes, pour leur usage professionnel, les préparations contenant des stupéfiants ci-dessous désignées :

Ampoules injectables de chlorhydrate de péthidine contenant au plus dix cg de chlorhydrate de péthidine par ampoule

Ampoules injectables d'extrait d'opium, associé ou non à un antispasmodique, tirant au plus cinq mg de morphine base par ampoule

Ampoules injectables de chlorhydrate de morphine, associé ou non à un antispasmodique, contenant au plus 1 cg de chlorhydrate de morphine par ampoule.

Il ne peut être délivré que vingt et une ampoules au maximum contre remise d'une demande établie par un médecin sur feuille extraite de son carnet à souches pour prescriptions de stupéfiants. La demande doit comporter les indications prévues à l'article R 54 de la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 du code de la santé publique, le nom et l'adresse du malade étant remplacés par le nom et l'adresse de la sage-femme suivis de la mention " pour son usage professionnel ".

Les sages-femmes sont autorisées à administrer les médicaments ainsi délivrés au cours d'un accouchement dans la limite de deux ampoules par parturiente. Elles doivent tenir la comptabilité de ces médicaments et justifier de leur utilisation à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans les demandes visées au présent article et en adresser un relevé, à la fin de chaque trimestre, à l'inspection régionale de la pharmacie.

Art. 3.— Les pharmaciens peuvent délivrer aux sages-femmes, pour leur usage professionnel les préparations suivantes renfermant des substances vénéneuses, contre remise d'une demande datée, comportant le nom, l'adresse et la signature de la sage-femme. Les demandes sont conservées par les pharmaciens pendant 3 ans.

*1) Médicaments nécessaires au cours du travail**a) anesthésiques locaux*

anesthésiques locaux inscrits au tableau C des substances vénéneuses à une concentration ne dépassant pas 1 p. 100.

b) antispasmodiques

préparation à base de :

Aminopromazine (tableau C)
Atropine, ses sels et ses esters (tableau A)
Bromure de N-butylhyoscine (tableau A)
Bromure de tropenziline (tableau A)
Bromure de propyromazine (tableau C)
Papavérine et ses sels (tableau A)
Scopolamine et ses sels (tableau A).

c) Tonicardiaques

Préparations à base de spartéine et ses sels (tableau C).

*2) Médicaments nécessaires après la délivrance**Utéro-toniques*

Préparations à base de :

Extrait fluide d'ergot de seigle (tableau A)
Méthylergométrine (tableau A)
Oxytocine (tableau C).

Ces préparations ne peuvent être administrées par les sages-femmes qu'en cas d'hémorragies post-partum et après l'évacuation totale de la cavité utérine (enfant et placenta).

Art. 4.— Les pharmaciens peuvent délivrer, sur prescription d'une sage-femme rédigée conformément aux dispositions de l'article R 31 de la délibération 78-137 du 18 août 1978 les préparations suivantes renfermant des substances vénéneuses :

Collyres contre l'ophtalmie des nouveaux-nés

Collyres au nitrate d'argent, au titre maximum de 1 p. 100 (tableau C)

Collyres contenant des antibiotiques inscrits au tableau C.

Ces préparations peuvent également être délivrées aux sages-femmes, pour leur usage professionnel, dans les conditions prévues à l'article 2.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,

le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1651 SEQ du 11 août 1980 portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française et, notamment, ses articles 20 et 21 ;

Vu les délibérations n° 75-187 du 23 octobre 1975 et 76-114 du 14 septembre 1976 portant organisation des transports routiers sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 147 SGA.AE du 21 février 1978 modifiée par la décision n° 298 SGA.AE du 24 avril 1978, fixant la composition du comité technique territorial des transports ;

Vu l'arrêté n° 86 du 5 septembre 1977 approuvant le plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti et les arrêtés subséquents le modifiant ;

Vu les lettres n° 146 SEQ/MIN. du 14 mai 1980 et 157 SEQ/MIN. du 30 mai 1980 de consultation à domicile et les avis donnés par les membres du C.T.T.T. ;

Vu l'avis émis le 13 juin 1980 par le comité technique territorial des transports lors de sa réunion n° 17 ;

En ayant délibéré en séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Le plan des transports publics routiers réguliers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti est modifié comme suit :

1) - Inscriptions nouvelles

a) Services interurbains

N° 104, Wong Soi Pan Marguerite, Arue-Papeete, 1 véhicule, 12 AR.

N° 126, Faua Hugues, Mahina-Papeete, 1 véhicule, 10 AR.

N° 222, Leaou, épouse Bourineau Agnès, Outumaoro-Papeete, 1 véhicule, 10 AR.

N° 270, Tinorua Gaston, Paea-Papeete, 1 véhicule, 5 AR.

N° 282, Apuarii Paul, Papara-Papeete, 1 véhicule, 2 AR.

N° 294, Apuarii Gaston, Papara-Papeete, 1 véhicule, 2 AR.

N° 297, Apuarii Henri, Papara-Papeete, 1 véhicule, 3 AR.

N° 304, Apuarii Valentino, Papara-Papeete, 1 véhicule, 2 AR.

b) Services urbains

N° 61, Teuira Teamo, Pamatai-Papeete, 1 véhicule, 20 AR.

c) Services réservés aux écoliers

N° 527, Tinorua Gaston, Paea-CES Papara, 1 véhicule, 2 AR.

2) Modifications de services

N° 20, au lieu du n° 33, Teriipaia Nere Mata, titi-ro-Marché de Papeete, 1 véhicule, 30 AR.

N° 40, Tetuaiteroi Patituaiahuroa Tenaho, lotissement Nahoata, Taaone-Taunoa-Mamao-Papeete au lieu de Pirae-Papeete

N° 45, Mateau Yvette, Faaa-Lotissement Heiri-Papeete au lieu de cité Puurai-Papeete

N° 108, Huaatua T. dit Mahei, Arue-Papeete, 2 véhicules, 24 AR. au lieu de 3 véhicules 36 AR.

N° 129, Tuhoe Rachelle, Mahina-Papeete, 3 véhicules, 28 AR. au lieu de 4 véhicules, 38 AR.

N° 272, Mulin Tapu, Paea-Papeete, 2 véhicules, 16 AR. au lieu de 3 véhicules, 21 AR.

N° 281, Apuarii Joseph, Papara-Papeete- 1 véhicule, 3 AR, au lieu de 3 véhicules, 8 AR.

N° 295, Pifao Roraiti, Tautira-Papeete, 3 véhicules, 4 AR. au lieu de 2 véhicules, 3 AR.

N° 526, Mulin Tapu, commune de Paea, 1 véhicule, 1 AR. au lieu de 2 véhicules 2 AR.

3) - Radiations

N° 220, Taumihau Louis, Paea (Orofero)-Papeete, 1 véhicule 6 AR.

N° 222, Maie Yvette, Outumaoro- Papeete, 1 véhicule, 10 AR.

N° 248, Teuira Teamo, Punaauia-Outumaoro-Papeete, 1 véhicule, 20 AR.

N° 282, Bellais Fanauatua, Papara-Papeete, 2 véhicules, 4 AR.

N° 527, Mulin Tapu, Paea-Papara, 1 véhicule 2 AR.

N° 506, Pifao Roraiti, Tautira-Papeete, 1 véhicule, 2 AR. par semaine.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,

le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1652 DOM du 11 août 1980 autorisant l'aliénation d'une parcelle de terre sise à Punaauia au profit de M. et Mme Raymond Wong Ayo.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le projet d'aménagement de la zone d'Outumaoro du service de l'équipement ;

Vu l'avis favorable de la commission des monuments naturels et des sites ;

En ayant délibéré en séance du 6 août 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'aliénation au profit de M. et Mme Raymond Wong Ayo d'une parcelle de terre domaniale, sise à Punaauia, d'une superficie de 340 m², moyennant le prix principal de *cent soixante dix mille francs* (170.000 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Tel que ledit immeuble figure au plan dressé par le service de l'équipement le 20 février 1980.

Art. 2.— L'acquéreur, en obligeant ses héritiers ou ayants droit, s'engage à assurer l'évacuation des eaux provenant des écoulements naturels vers le lagon et à ne pas s'opposer, renonçant à toutes actions en ce sens, à la réalisation des équipements à caractère public qui pourraient être réalisés par le territoire ou tout autre qu'il lui plaira.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1657 AA du 11 août 1980 autorisant un médecin de l'administration à exercer en clientèle privée.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 rendant applicable aux territoires d'outre-mer l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, complétée par la loi n° 49-757 du 9 juin 1949 et modifiée par la loi n° 51-445 du 19 avril 1951 ;

Vu la demande en date du 2 avril 1980 du Dr. G. Papouin, médecin cardiologue à l'hôpital de Mamao ;

Vu l'avis émis le 17 juin 1980 par la section locale du conseil de l'ordre des médecins ;

Vu l'avis émis le 21 juillet 1980 par le directeur de la santé publique ;

En ayant délibéré en séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article 4, alinéas 2, 3 et paragraphe B du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952, le docteur Gérard Papouin, médecin cardiologue à l'hôpital de Mamao, est autorisé à exercer en clientèle privée, dans sa spécialité, à titre de médecin consultant sur demande d'un praticien privé, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Ces consultations s'effectueront sur rendez-vous, de 15 h 30 à 17 heures, trois après-midi par semaine.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 6572 FT du 11 août 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu la note n° 574 SCG du 5 juin 1980 ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de deux cent cinquante mille francs (250.000 CFP) est accordée à l'école de croisière Aveia pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 44-01, rubrique 55, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 6574 SE du 11 août 1980 portant ouverture de concours pour le recrutement d'élèves-instituteurs en Polynésie française au titre de l'année 1980.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'article 7 de la convention n° 79-108 du 4 avril 1979 entre l'Etat (ministère de l'éducation) et le territoire de la Polynésie française, relative à l'école normale de la Polynésie française par délibération n° 80-45 du 20 mars 1980 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation et du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre en date du 2 juillet 1980 (JORF du 5 juin 1980) autorisant au titre de l'année 1980 l'ouverture de concours pour le recrutement d'élèves-instituteurs et fixant le nombre de places offertes aux concours ;

Vu l'avis du conseil territorial de l'enseignement primaire en date du 23 mai 1980 ;

Vu l'arrêté n° 5612 SE du 10 juin 1980 portant ouverture de concours pour le recrutement d'élèves-instituteurs en Polynésie française au titre de l'année 1980,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5612 SE du 20 juin 1980 est complété comme suit :

Art. 2.— Une deuxième session du concours pour le recrutement des élèves-instituteurs pourvus du baccalauréat est organisée au titre de l'année 1980 en Polynésie française.

- Le nombre des postes offerts est fixé à 30.

- les épreuves de ce concours auront lieu à l'école normale mixte de Polynésie française à partir du lundi 8 septembre 1980.

- Les inscriptions seront reçues au service de l'éducation B.P. 104 Papeete - tél. 2.95.20 - division du personnel - jusqu'au mercredi 13 août 1980.

Art. 3.— La date limite des inscriptions du concours réservé aux candidats pourvus du brevet élémentaire est reportée au mercredi 13 août 1980.

Art. 4.— Le chef du service de l'éducation et le directeur de l'école normale mixte de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 11 août 1980.

*Le haut-commissaire,
par délégation :*

*Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.*

ARRETE n° 6646 J du 12 août 1980 accordant un congé à Maître Lejeune Marcel, notaire et portant nomination de M. Redon Yves en qualité d'intérimaire.

**Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la demande de Maître Lejeune en date du 8 août 1980 ;

Vu l'article 88 du décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957, déterminant le statut du notariat en Polynésie française ;

Vu l'avis de Monsieur le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 18 août 1980, un congé de 7 jours est accordé à Maître Lejeune Marcel, notaire à Papeete.

Art. 2.— A compter de la même date et pendant l'absence de Maître Lejeune, M. Redon Yves est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions pour lesquelles il a déjà antérieurement prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1980.

*Le haut-commissaire,
par délégation :*

*Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.*

ARRETE n° 6647 FT du 12 août 1980 accordant une subvention.

**Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 portant création d'une caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu la demande par lettre n° 756 AE du 7 août 1980 de M. le directeur de la caisse de soutien des prix du coprah,

Arrête :

Article 1er.— Une 4e tranche de quatre vingt millions (80.000.000 CFP) sur sa subvention pour l'année 1980 est accordée à la caisse de soutien des prix du coprah.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 45-01, article 10, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1980.

*Le haut-commissaire,
par délégation :*

*Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.*

DECISION n° 1658 SCG du 13 août 1980 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 août 1980,

Décide :

Article 1er.— Une seconde subvention de quinze millions (15.000.000 FCF) est accordée au titre d'intervention économique à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 45-01, article 70, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 13 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 6666 CAB/MIL du 13 août 1980 portant composition et appel de la fraction de contingent 80/10.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code du service national ;

Sur proposition du vice-amiral, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La fraction de contingent 80/10 comprendra les jeunes gens reconnus aptes au service national :

- dont le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 11 septembre 1980 ;
- dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 11 septembre 1980 ;
- dont l'incorporation avec une fraction de contingent antérieur a été, pour des motifs divers, annulée et fixée à l'échéance du 11 septembre 1980 ;
- volontaires pour être appelés à compter du 11 septembre 1980 et qui, à cet effet, ont avant le 12 juillet 1980 déposé une demande d'appel avancé ou ont fait parvenir leur demande de résiliation de sursis ou de report d'incorporation au centre du service national de Papeete avant cette date.

Art. 2.— Les jeunes gens destinés aux armées de terre, de l'air et de mer seront incorporés à partir du 16 septembre 1980, leurs services prenant effet à compter du 11 septembre 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6373 CAB/MIL du 1er août 1980.

Papeete, le 13 août 1980.

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 6670 AA du 13 août 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-96 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-96 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'un conseil supérieur de santé publique en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-96 du 10 juillet 1980 portant création d'un conseil supérieur de santé publique en Polynésie française.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912 portant règlement sur le fonctionnement des services médicaux hospitaliers et réglementaires aux colonies ;

Vu le décret n° 49-1301 du 26 septembre 1949 portant création de l'institut de recherche médicale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1331 AA du 30 septembre 1955 promulguant sur le territoire certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 526 I.ADM du 3 février 1975 et ses rectificatifs portant réorganisation du service territorial de la santé publique en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 165 S du 23 juin 1980 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 18 juin 1980 ;

Vu l'arrêté n° 5081 AA du 21 mai 1980 convoquant l'assemblée territoriale en session administrative ordinaire ;

Vu le rapport n° 93-80 en date du 8 juillet 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 juillet 1980,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé auprès du conseil de gouvernement du territoire un conseil supérieur de santé publique.

Art. 2.— Le conseil supérieur de santé publique a pour vocation l'établissement de la carte sanitaire et l'étude d'une réglementation adaptée aux problèmes et aux structures du territoire.

Art. 3.— Le conseil supérieur de santé publique est obligatoirement consulté pour :

- a - toutes les propositions de réglementations relatives au développement de la santé de la population

- organisation des services, programmes à adopter, moyens de contrôle à définir,
- b - toutes propositions de création d'établissements à vocation sanitaire et sociale dans les domaines de la recherche, de la prévention, des soins aux malades, qu'il s'agisse du secteur public comme du secteur privé,
- c - tout équipement sanitaire dont la nature ou la vocation dépassant le simple renouvellement d'un appareil courant, constitue un perfectionnement, une nouvelle orientation de l'action sanitaire ou un équipement matériel hospitalier lourd,
- d - toute orientation de l'action de développement sanitaire qui constituerait une initiative originale et nouvelle dans les attributions actuellement reconnues aux institutions en place,
- e - toute situation particulière exceptionnelle non déjà prévue par une réglementation concernant la protection sanitaire de la population.

Art. 4.— La constitution du conseil supérieur de santé publique comprend des membres permanents désignés au titre des responsabilités qu'ils assument auprès de la collectivité et des membres consultants appelés en fonction de leurs compétences particulières et consultés à terme dans un domaine de leur spécialité.

La liste des membres permanents du conseil supérieur de la santé publique est la suivante :

- le directeur de la santé publique ou son représentant	Président
- le directeur de l'institut de recherches médicales Louis Malardé (ou son représentant)	Membre
- le chef des services administratifs (ou son représentant)	»
- le médecin directeur de l'hôpital de Mamao (ou son représentant)	»
- le chef du service des affaires sociales (ou son représentant)	»
- le directeur de la caisse de prévoyance sociale (ou son représentant)	»
- le médecin chargé de la planification et législation sanitaire de la direction de la santé publique	»
- un médecin contrôleur de la caisse de prévoyance sociale désigné par son organisme	»
- deux médecins représentant le secteur privé dont un au titre de l'hospitalisation privée désigné par le conseil de l'ordre des médecins - section locale	»

Art. 5.— Le conseil supérieur de la santé publique dispose d'un secrétariat qui lui est fourni alternativement par les trois principales institutions territoriales, la direction de la santé publique, l'hôpital de Mamao et l'institut de recherches médicales Louis Malardé au titre de leur contribution au développement sanitaire du territoire. Ce personnel est pris en charge par son organisme : support habituel, dans le cadre de la réglementation du travail.

Art. 6.— La participation au conseil supérieur de santé publique ne donne lieu à aucune rémunération.

Le conseil se réunit en séances périodiques. Il peut se réunir exceptionnellement à l'initiative du conseil de gouvernement et par convocation de son président.

Art. 7.— Toutes les séances du conseil supérieur de santé publique sont enregistrées sous forme de procès-verbal. Toute séance qui ne réunit pas au minimum les deux tiers des membres permanents est reportée.

Tout avis donné au conseil de gouvernement doit avoir recueilli les voix des 3/4 des membres permanents présents du conseil de santé publique.

Art. 8.— Un arrêté pris en conseil de gouvernement définira la périodicité des réunions ordinaires du conseil supérieur de la santé publique, la liste des consultants éventuels susceptibles d'être appelés en fonction de leur compétence, les priorités des problèmes à examiner.

Art. 9.— La présente délibération qui abroge toute disposition antérieure contraire est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 6671 AA du 13 août 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-94 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-94 du 10 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du tarif des douanes.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-94 du 10 juillet 1980 portant modification du tarif des douanes.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et, notamment son article 65 ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 portant harmonisation du tarif des douanes ;

Vu la lettre n° 1021 D du 12 juin 1979 du conseil de gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 5081 AA du 21 mai 1980 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire dite session administrative ;

Vu le rapport n° 90-80 en date du 8 juillet 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 10 juillet 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des douanes est modifié comme suit :

Tarif N°	Désignation des produits	Nomenclature générale des produits	Codification	Droits de douane	Droits d'entrée
89-01	Bateaux non repris sous les N°s 89-02 à 89-05				
	- A. Bateaux pour la navigation maritime :				
	- A2. Autres de 100 tonneaux de jauge brute et moins :				
	- A2a. De moins de 5 ans d'âge :				
	- A2a1. frigorifiques de pêche	Bateaux de 5 ans et moins d'âge pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins : frigorifiques	89-01-15	10 %	7 % (1)
		Bateau de 5 ans et moins d'âge pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins : de pêche	89-01-20		
	- A2a. de moins de 5 ans d'âge				
	- A2a2. Autres	Autres bateaux de 5 ans et moins d'âge pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins	89-01-25	10 % (3)	7 % (3)
	- A2b. de plus de 5 ans d'âge				
	- A2b1. frigorifiques de pêche	Bateaux de plus de 5 ans d'âge : pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins : frigorifiques	89-01-30	10 %	17 % (1)
		Bateaux de plus de 5 ans d'âge pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins de pêche	89-01-35		
	- A2b2. Autres.	Autres bateaux de plus de 5 ans d'âge pour la navigation maritime de 100 tonneaux de jauge brute et moins	89-01-40	10 % (3)	17 % (3)
	- B. Bateaux autres :				
	- B1. De moins de 5 ans	Bateaux autres que pour la navigation maritime de 5 ans et moins d'âge	89-01-55	20 % (4)	25 % (4)
	- B. Bateaux :				
	B2. De plus de 5 ans.	Bateaux autres que pour la navigation maritime de plus de 5 ans d'âge	89-01-60	20 % (4)	25 % (4)

TEXTE DES RENVOIS :

(1) - provisoirement suspendu.

(3) et (4) - exonération pour les navires admis à la navigation charter sous le couvert d'une licence délivrée à cet effet par l'autorité compétente

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,
Marc DAVIO.Le président,
John TEARIKI.**ARRETE n° 1659 TLS du 14 août 1980 fixant les adaptations aux règles administratives et comptables de la caisse de prévoyance sociale pour la gestion du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-87 du 27 mai 1980 créant un régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement notamment ses articles 15 et 16 ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de prévoyance sociale ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956, susvisé sont applicables à la gestion du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement sous réserve des adaptations définies ci-après.

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 susvisé n'est pas applicable au régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement.

Art. 3.— Pour l'application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 susvisé, le territoire, qui assure le versement des cotisations dues par les conseillers territoriaux et les conseillers de gouvernement, ainsi que celles mises à sa charge est assimilé aux employeurs.

Art. 4.— Les certificats de quitus prévus à l'article 17 de l'arrêté susvisé ne peuvent être délivrés par le conseil d'administration du régime qu'après une vérification complète de la gestion et des comptes effectuée par la commission de contrôle.

TITRE II

BUDGET

Art. 5.— Les opérations en recettes et en dépenses du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement institué par la délibération n° 80-87 du 27 mai 1980, font l'objet d'un budget annuel préparé par le directeur de la caisse de prévoyance sociale et délibéré par le conseil d'administration au plus tard dans la deuxième quinzaine d'octobre pour l'année à venir.

La contexture du budget et la nomenclature des produits et dépenses sont fixées par les articles suivants.

Art. 6.— Les ressources du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement regroupées au sein d'un même titre se répartissent en trois chapitres subdivisés en cinq articles :

Chapitre I - *Produit des cotisations.*

Article 1 - Produit des cotisations proprement dites.

Article 2 - Rachat de cotisations.

Chapitre II - *Produits divers.*

Article 1 - Subventions diverses.

Article 2 - Recettes diverses et imprévues.

Chapitre III - *Recettes d'ordre.*

Article 1 - Report à nouveau.

Art. 7.— Les dépenses du régime de retraite des conseillers regroupées au sein d'un même titre se répartissent en trois chapitres subdivisés en sept articles :

Chapitre I - *Dépenses techniques.*

Article 1 - Pension de retraite.

Article 2 - Pension de reversion.

Article 3 - Pension d'orphelin.

Article 4 - Remboursement de cotisations.

Article 5 - Autres dépenses techniques.

Chapitre II - *Dépenses d'ordre.*

Article 1 - Réserves.

Chapitre III - *Dépenses de fonctionnement.*

Article 1 - Frais de gestion à rembourser à la caisse de prévoyance sociale.

TITRE III

DISPOSITIONS COMPTABLES

Art. 8.— Le solde des écritures du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement institué par la délibération n° 80-87 du 27 mai 1980 ne peut jamais être négatif. Le reliquat constaté au 31 décembre de

chaque année est systématiquement reporté dans les écritures de la gestion qui s'ouvre le 1er janvier suivant et constaté dans le report à nouveau.

Art. 9.— Les registres de comptabilité comprennent :

- des journaux auxiliaires
- un journal des opérations diverses
- un journal grand livre centralisateur ou un journal général et un grand livre centralisateur
- un recueil des balances
- des carnets à souches pour l'établissement des quittances.

Art. 10.— Le journal grand livre centralisateur ou le journal général et les carnets à souches sont foliotés et portent la mention du nombre de folios et le visa du président du tribunal de première instance du siège de la caisse.

Les journaux auxiliaires, le journal des opérations diverses, sont foliotés et portent la mention du nombre de folios et le visa du président du conseil d'administration.

Le grand livre centralisateur peut être tenu par feuillets mobiles.

Les écritures sur les registres comptables sont passées à l'encre noire, sans rature ni surcharge. Elles ne doivent être ni lavées, ni grattées. Les erreurs sont rectifiées à l'encre rouge.

Art. 11.— La nomenclature des comptes du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement est identique à celle des comptes utilisés pour le régime de retraite des travailleurs salariés.

L'identification des mouvements est assurée par l'affectation d'un indice de gestion qui précède le numéro des comptes de cette gestion. Ces indices sont les suivants :

A 3 : Retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement

T 3 : Fonds communs (comptes financiers).

Art. 12.— Les cotisations du régime de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement sont encaissées mensuellement à terme échu.

Art. 13.— La caisse de retraite des conseillers territoriaux et des conseillers de gouvernement arrête ses écritures au 31 décembre de chaque année. Les comptes de gestion préalablement soumis à la commission de contrôle sont approuvés par le conseil d'administration. Ils sont communiqués pour information au chef du territoire avant le 31 mars de l'année suivante.

Art. 14.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 14 août 1980.

Le haut-commissaire
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1663 SEQ du 14 août 1980 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Australes du service de l'équipement, fixant le tarif de ces cessions.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 4563 AA du 13 novembre 1974 rendant exécutoire la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 portant fixation des taux et conditions de travail en cession et de location de matériel de travaux publics consentis par le service du parc à matériel des travaux publics du territoire aux services administratifs et subdivisions, aux collectivités locales, aux entreprises et à des particuliers ;

Vu l'arrêté n° 3709 AA du 28 juillet 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 modifiant la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974, portant fixation des taux et conditions de travail en cession et de location de matériel de travaux publics ;

Vu l'arrêté n° 3185 SG du 13 septembre 1973 portant réorganisation du service territorial de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 737 SE du 3 octobre 1978 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Australes du service de l'équipement ;

Sur le rapport du chef du service de l'équipement ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— La subdivision des Australes du service de l'équipement devra effectuer des cessions pour toutes les prestations de services rendues par application des tarifs fixés à l'article 2.

Art. 2.— Les tarifs de location de matériels et d'engins des TP, et les heures de facturation de main-d'œuvre d'atelier se conformeront aux arrêtés :

- n° 4563 AA du 13 novembre 1974 rendant exécutoire la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 fixant les conditions générales de location et de prestations du service du parc à matériel des travaux publics ;

- n° 3709 AA du 28 juillet 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 qui modifie la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 ;

- et à la décision n° 1845 TP/D du 8 novembre 1979 rendant exécutoire à compter du 1er janvier 1980 les nouveaux tarifs de location du matériel du parc à matériel du service de l'équipement.

Ils seront réajustés automatiquement chaque fois qu'il y a modification de ces arrêtés et décisions.

Art. 3.— Les prestations de services et les fournitures seront facturées suivant le barème ci-après :

Tarif	Nature du service	Unité Poids	Barème (A)	Barème (B)
Agrégats				
1	Fournitures de blocs 100/250	m3	1.200	1.000
2	Fournitures de soupe corail	m3	250	200
3	Fournitures de sable	m3	1.200	1.000
Cessions de matériaux de constructions				
4	Parpaings 15 x 20 x 40	U	80	70
5	Parpaings 10 x 20 x 40	U	70	60
6	Buses diamètre 100	U	4.200	3.200
7	Buses diamètre 80	U	3.200	2.500
8	Buses diamètre 60	U	2.400	2.000
Location de matériel d'atelier et de menuiserie				
a) Main-d'œuvre non comprise				
9	Combinerie, menuiserie	H	1.200	1.000
10	Scie à ruban, circulaire	H	900	700
11	Dégauchisseuse	H	500	400
12	Perceuse	H	600	500
13	Soudure oxy-acétylène	H	2.900	2.500
14	Pulvérisateur électrique	H	500	300
15	Brouette mécanique	H	350	300
16	Chargeuse batterie	H	100	50
17	Bétonnière 120 l	H	150	100
18	Bétonnière 240 l	H	200	150
19	Pondeuse à parpaings	H	300	200
20	Tronçonneuse	H	200	100
21	Tondeuse	H	200	100
b) avec main-d'œuvre				
22	Réparation de pneus (voitures légères)	1 roue)	600	500
23	Réparation de pneus (poids lourds)	1 roue)	1.200	1.000

Le barème (A) s'applique aux particuliers et aux entreprises.

Le barème (B) s'applique aux collectivités publiques, aux services publics du territoire ou de l'Etat qui seraient payés sur des budgets d'équipement, d'entretien ou de fonctionnement.

Les modifications des conditions économiques entraîneront un ajustement des tarifs précités par décision du conseil de gouvernement sur proposition du chef du service de l'équipement.

Art. 4.— Les recettes provenant des cessions visées à l'article 2 seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-10 article 30 intitulé " Recettes au parc à matériel ".

Les recettes provenant des cessions visées à l'article 3 seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-20 article 10 § 13 intitulé " Subdivision équipement australes (prestations de service) ".

Art. 5.— La présente décision qui abroge l'arrêté n° 737 SE du 3 octobre 1978, sera enregistrée, communiquée et

publiée partout où besoin sera et prendra effet pour compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 14 août 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1664 SEQ du 14 août 1980 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Marquises du service de l'équipement, fixant le tarif de ces cessions.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 4563 AA du 13 novembre 1974 rendant exécutoire la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 portant fixation des taux et conditions de travail en cession et de location de matériel de travaux publics consentis par le service du parc à matériels des travaux publics du territoire aux services administratifs et subdivisions, aux collectivités locales, aux entreprises et à des particuliers ;

Vu l'arrêté n° 3709 AA du 28 juillet 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 modifiant la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974, portant fixation des taux et conditions de travail en cession et de location de matériel de travaux publics consentis par le service du parc à matériel des travaux publics ;

Vu l'arrêté n° 3185 SG du 13 septembre 1973 portant réorganisation du service territorial de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 736 SE du 3 octobre 1978 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendues par la subdivision des Marquises, du service de l'équipement ;

Sur le rapport du chef du service de l'équipement ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 juillet 1980,

Arrête :

Article 1er.— La subdivision des Marquises du service de l'équipement devra effectuer des cessions pour toutes les prestations de services rendues par application des tarifs fixés à l'article 2.

Art. 2.— Les tarifs de location de matériels et d'engins des T.P., et les heures de facturation de main-d'œuvre d'atelier se conformeront aux arrêtés :

- n° 4563 AA du 13 novembre 1974 rendant exécutoire la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 fixant les conditions générales de location et de prestations du service du parc à matériel des travaux publics ;

- n° 3709 AA du 28 juillet 1977 rendant exécutoire la délibération n° 77-70 du 4 juillet 1977 qui modifie la délibération n° 74-135 du 12 septembre 1974 ;

- et à la décision n° 1845 TP/D du 8 novembre 1979 rendant exécutoire à compter du 1er janvier 1980 les nouveaux tarifs de location du matériel du parc du service de l'équipement.

Ils seront réajustés automatiquement chaque fois qu'il y a modification de ces arrêtés et décisions.

Art. 3.— Les prestations de services et les fournitures seront facturées suivant le barème ci-après :

Tarif	Nature du service	Unité Poids	Barème (A)	Barème (B)
Agrégats				
1	Concassage de blocs 100/250	m3	1.200	1.000
2	Fournitures d'agrégats concassés 3/8 - 8/15 - 0/25	m3	2.900	2.700
3	Fournitures de blocs 100/250	m3	1.200	1.000
4	Fournitures de déchets de carrière	m3	1.500	1.300
Location de matériel d'atelier de bureau				
a) Main-d'œuvre non-comprise				
5	Combinerie, menuiserie	H	1.200	1.000
6	Scie à ruban diamètre 700	H	900	700
7	Scie à ruban diamètre 300	H	400	300
8	Scie circulaire	H	900	700
9	Dégauchisseuse	H	500	400
10	Tour	H	2.300	2.000
11	Perceuse	H	600	500
12	Machine à tirer les plans	H	600	500
13	Photocopie	H	150	100
14	Soudure oxy-acétylène	H	2.900	2.500
15	Soudure à l'arc (non compris les baguettes)	H	700	500
16	Charge de batterie	1 bat.	300	200
b) Avec main-d'œuvre				
17	Réparation de pneu (voitures légères)	1 roue	600	500
18	Réparation de pneu (poids lourds)	1 roue	1.200	1.000
19	Tirage de plans	m2	300	200

Le barème (A) s'applique aux particuliers et aux entreprises.

Le barème (B) s'applique aux collectivités publiques, aux services publics du territoire ou de l'Etat qui seraient payés sur des budgets d'équipement, d'entretien ou de fonctionnement.

Les modifications des conditions économiques entraîneront un ajustement des tarifs précités par décision du conseil de gouvernement sur proposition du chef du service de l'équipement.

Art. 4.— Les recettes provenant des cessions visées à l'article 2 seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-10, article 30 intitulé " Recettes au parc à matériel ".

Les recettes provenant des cessions visées à l'article 3 seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 30-20 article 10 § 12 intitulé " Subdivision équipement Marquises (Prestations de services) ".

Art. 5.— La présente décision qui abroge l'arrêté n° 736 SE du 3 octobre 1978, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera et prendra effet pour compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 14 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1665 DOM du 14 août 1980 autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de terre sise à Fare (Huahine), nécessaire à l'aménagement du débarcadère à Fare.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

Vu la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé rendue exécutoire par arrêté n° 4781 AA du 20 octobre 1978 ;

Vu le procès-verbal de la commission des évaluations immobilières en date du 30 juin 1980 ;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire d'une parcelle de terrain formant le lot n° 4 de la terre Raiti (lot de ville 75), d'une superficie de 335 m², appartenant aux consorts Fourcade, moyennant le prix principal de cinq cent deux mille cinq cents francs (502.500 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Telle que cette parcelle figure au plan dressé le 6 juillet 1957 par M. Golaz, géomètre.

Art. 2.— La présente acquisition étant réalisée dans l'intérêt général, tous les frais et honoraires de rédaction de l'acte sont à la charge du territoire.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget 1980 du territoire.

Art. 4.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des domaines et de l'enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 14 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1666 DOM du 14 août 1980 autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la propriété Viénot sise à Taravao - commune de Tairapu-est (aménagement du port Phaeton).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

Vu la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé rendue exécutoire par arrêté n° 4781 AA du 20 octobre 1978 ;

Vu le procès-verbal de la commission des évaluations immobilières en date du 30 juin 1980 ;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire d'une parcelle de terre faisant partie du lot 3 de la propriété Viénot, appartenant aux consorts Martin, d'une superficie de 2 ha 17 a 40 ca, moyennant le prix principal de seize millions cinq cent mille francs (16.500.000 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Telle que cette parcelle figure au plan dressé par le bureau topographique F.M. Hérault & Fils à Afaahiti les 7 et 8 novembre 1967.

Art. 2.— La présente acquisition étant réalisée dans l'intérêt général, tous les frais et honoraires de rédaction de l'acte sont à la charge du territoire.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget 1980 du territoire.

Art. 4.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des domaines et de l'enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 14 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1667 DOM du 14 août 1980 autorisant l'acquisition d'une parcelle de terre à Afaahiti aux fins d'extension du collège de Taravao, appartenant aux consorts Picard.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

Vu la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé rendue exécutoire par arrêté n° 4781 AA du 20 octobre 1978 ;

Vu le procès-verbal de la commission des évaluations immobilières en date du 30 juin 1980 ;

En ayant délibéré en séance du 30 juillet 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire d'un terrain dépendant du lot XV de la terre dite lotissement d'Afaahiti, d'une superficie de 1.750 m², appartenant aux consorts Picard, moyennant le prix principal de *trois millions trois cent mille francs* (3.300.000 F), payable comptant toutes formalités remplies.

Telle que cette parcelle figure au plan du 23 décembre 1937 détenu par le service des domaines et de l'enregistrement.

Art. 2.— La présente acquisition étant réalisée dans l'intérêt général, tous les frais et honoraires de rédaction de l'acte sont à la charge du territoire.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget d'équipement 1980.

Art. 4.— Le territoire est pareillement autorisé à transférer, à titre gratuit, à l'Etat - ministère de l'éducation, la parcelle de terre dont s'agit aux fins d'extension du collège de Taravao.

En cas de modification des besoins de l'Etat - ministère de l'éducation, le territoire recouvrira par priorité le terrain cédé par la présente décision, les bâtiments qui auraient été construits par l'Etat sur ledit terrain ainsi que le matériel laissé disponible sans indemnité d'aucune sorte.

Art. 5.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des domaines et de l'enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 14 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 14 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1669 SGCG du 18 août 1980 fixant les règles de gestion financière du centre des métiers d'art de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 et, notamment son article 21, alinéa "J" ;

Vu la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé "centre des métiers d'art de la Polynésie française" et notamment son article 20 ;

Vu les observations du trésorier-payeur général et du chef du service des finances ;

En ayant délibéré en sa séance du 30 juillet 1980,

Décide :

TITRE Ier - Dispositions générales.

Article 1er.— Le centre des métiers d'art de la Polynésie française prend la dénomination "le centre" dans la présente décision.

Art. 2.— Le centre dispose d'un budget propre et peut vendre, acquérir, recevoir, posséder, emprunter, aliéner et ester en justice.

Toutefois, les acquisitions et aliénations d'immeubles ou de droits immobiliers du centre sont soumises pour avis à la commission des évaluations immobilières.

TITRE II - Le conseil d'administration.

Art. 3.— En application des dispositions de l'article 10 de la délibération n° 80-16 du 7 février 1980, le compte administratif annuel du directeur du centre et le compte de gestion de l'agent comptable sont approuvés par le conseil d'administration au cours de sa première séance ordinaire de l'année suivante.

Le conseil d'administration vote, au cours de sa seconde séance ordinaire annuelle et, au plus tard le 31 décembre, le budget de l'année suivante.

TITRE III - Le budget.

Art. 4.— Le budget du centre est divisé en deux sections :

- une section de fonctionnement,
- une section d'investissement.

La section de fonctionnement comprend :

En recettes :

- le produit de la vente des objets confectionnés au centre,
- le produit des entrées des visiteurs,
- les revenus des dons et legs,
- les subventions de fonctionnement versées au centre par l'Etat, le territoire, les communes, les personnes morales de droit public, de droit privé, tous autres organismes et les particuliers,
- les recettes provenant des concours, expositions et manifestations organisées par le centre,
- les prélèvements sur la caisse de réserve,
- toutes autres recettes diverses et accidentelles.

En dépenses :

- les frais d'administration (frais de matériels, impôts, frais de mission, de déplacement,...),
- les frais de personnel (traitements, indemnités, charges sociales),
- les rémunérations des élèves stagiaires,
- la part revenant à chaque élève sur la vente de ses œuvres,
- les subventions,
- les intérêts des emprunts,
- le remboursement des avances,
- les dépenses de fonctionnement ayant un caractère accidentel et imprévu,
- le prélèvement pour la section d'investissement.

La section d'investissement comprend :

En recettes :

- les aliénations des biens immobiliers du centre,
- les subventions d'équipement versées au centre par l'Etat, le territoire, les communes, le fonds spécial pour le développement de l'industrie et l'artisanat (F.S.D.I.A.), les personnes morales de droit public ou de droit privé, tous autres organismes et les particuliers,

- le produit des emprunts contractés au compte du centre,
- les dons et legs,
- le prélèvement sur les recettes ordinaires,
- les prélèvements sur la caisse de réserve.

En dépenses :

- les acquisitions de biens immobiliers,
- les acquisitions de matériel et de matières premières,
- les travaux neufs,
- les grosses réparations,
- le remboursement des emprunts contractés au compte du centre.

Art. 5.— Les crédits ouverts au budget d'un exercice à chaque chapitre de dépenses ne peuvent être affectés à d'autres chapitres sauf virements de chapitres à chapitres approuvés dans les mêmes formes que le budget. Les crédits ouverts au budget d'un exercice ne peuvent être employés à l'acquittement des dépenses d'un autre exercice; des crédits spéciaux doivent être ouverts, le cas échéant, au budget de l'exercice courant. Les excédents des recettes sur les dépenses constatés en fin d'exercice sont affectés à la constitution ou au renouvellement d'une caisse de réserve dont les opérations sont suivies à un compte hors budget. Les prélèvements sur la caisse de réserve sont soumis aux mêmes procédures que le budget.

Les fonds disponibles de l'établissement sont déposés au trésor ou au centre de C.C.P. de Papeete.

a) Recettes.

Les titres de perception doivent porter toutes les mentions de nature à en permettre le recouvrement et l'agent comptable les prend en charge et en assure le recouvrement sous sa responsabilité.

b) Dépenses.

Les dépenses de l'établissement sont celles qui résultent de son objet. Elles sont engagées, liquidées et ordonnancées par le directeur et appuyées de pièces justificatives. Elles sont payées sur des crédits régulièrement ouverts et dans la limite des fonds disponibles.

TITRE IV - Directeur et agent comptable.

Art. 6.— Le directeur, en sa qualité d'ordonnateur, constate et liquide les droits et les charges de l'établissement. Il procède à l'émission des titres constatant ces droits ou ces charges; l'agent comptable est chargé, sous sa responsabilité personnelle et pécunière, de la perception des recettes et du paiement des dépenses de l'établissement. Il peut seul opérer les manèges de fonds ou de valeurs et est responsable de leur conservation.

L'installation de l'agent comptable dans ses fonctions et sa remise de service quand il sort de fonction sont constatées dans un procès-verbal dressé par le trésorier-payeur général en présence du directeur. Il doit avant son installation prêter serment devant le chef du territoire et fournir en garantie de sa gestion un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du chef du territoire.

Art. 7.— Le directeur et l'agent comptable disposent d'un délai de deux mois après le 31 décembre pour ordonnancer et comptabiliser les dépenses et les recettes se rapportant à l'année écoulée.

Art. 8.— Le directeur établit en fin d'exercice un compte administratif et l'agent comptable un compte de gestion. Un procès verbal de concordance est établi entre ces deux comptes et après approbation par le conseil d'administration, les deux comptes sont approuvés par le chef du territoire en conseil de gouvernement.

Art. 9.— Le paiement des dépenses est assuré par l'agent comptable dans la limite des inscriptions budgétaires ou suivant les décisions modificatives approuvées par le conseil d'administration et suivant les disponibilités financières du centre.

Avant de payer les mandats l'agent comptable doit s'assurer, sous sa responsabilité, que toutes les formalités prescrites par les lois et règlements ont été observées, que toutes les justifications sont produites et qu'il n'existe aucune omission ou irrégularité.

Art. 10.— Le visa ou le paiement des mandats doit être suspendu par l'agent comptable dans les cas suivants;

- 1) - Insuffisance des fonds disponibles du centre;
- 2) - Absence de crédits ouverts au budget;
- 3) - Insuffisance de crédits ouverts au budget ou défaut de décision modificative régulièrement approuvée;
- 4) - Dépense ne constituant pas, par son objet, une charge du chapitre sur lequel le mandat doit être imputé;
- 5) - Contestations relatives à la validité de la quittance;
- 6) - Omissions ou irrégularités matérielles dans les pièces justificatives de la dépense ou absence de pièces justificatives;
- 7) - Absence de justification du service fait;
- 8) - Opposition dûment signifiée;
- 9) - Non observation de formalités prescrites par les lois et règlements.

Art. 11.— Les motifs de tout refus de visa ou de paiement doivent être énoncés dans une déclaration écrite que l'agent comptable délivre au directeur.

Art. 12.— Dans le cas d'un refus fondé sur les numéros 4), 6) et 9) de l'article 10, le directeur peut requérir, par écrit et sous sa responsabilité personnelle, qu'il soit passé outre au refus de viser.

L'agent comptable vise et annexe au mandat avec une copie de la déclaration, l'original de la réquisition qu'il a reçue.

Le directeur est tenu de faire connaître au président du conseil d'administration les motifs qui ont nécessité de sa part l'application de cette mesure.

Art. 13.— Le droit de réquisition ne peut s'appliquer quand le refus de visa ou de paiement est fondé sur l'un des motifs énoncés à l'article 10, alinéas 1), 2), 3), 5), 7) et 8).

Art. 14.— Le plan comptable utilisé dans le territoire sera appliqué au centre.

TITRE V - Dispositions finales.

Art. 15.— Le conseil de gouvernement peut prononcer la fermeture définitive du centre sur proposition du conseil d'administration.

Art. 16.— Dès que la demande de fermeture du centre a été reçue au conseil de gouvernement, celui-ci nomme sous huitaine une commission chargée de faire l'inventaire et d'évaluer les biens meubles et immeubles du centre.

Cette commission doit comprendre :

- le conseil de gouvernement, président du conseil d'administration;
- le directeur du centre;
- le chef du service des finances;
- le chef du service des domaines.

Art. 17.— Cette commission doit remettre son rapport au plus tard un mois après sa constitution.

Art. 18.— Par décision, le conseil de gouvernement prononce la fermeture du centre et la dévolution de tous les biens meubles et immeubles au territoire de la Polynésie française.

Art. 19.— Eventuellement, une décision fixe les indemnités pour perte d'emploi à verser au personnel du centre, hormis celles du directeur et de l'agent comptable.

Papeete, le 18 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 18 août 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 6707 FT du 18 août 1980 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des TOM ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu la lettre n° 678 SCG du 30 juin 1980 ;

Vu l'arrêté n° 5938 FT du 8 juillet 1980 accordant une subvention,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de trois cent soixante quinze mille francs (375.000 CFP) est accordée pour l'année 1980 au musée de Tahiti et des îles à l'intention du département archéologique pour l'ouverture d'une école de fouilles.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 46-21, article 10, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires et notamment celles de l'arrêté n° 5938 FT du 8 juillet 1980 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 6717 AA du 18 août 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-97 du 25 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-97 du 25 juillet 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant diverses mesures fiscales.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-97 du 25 juillet 1980 portant diverses mesures fiscales.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la lettre n° 115 CD du 9 mai 1980, du conseil de gouvernement approuvée en sa séance du 7 mai 1980 ;

Vu l'arrêté n° 5081 AA du 21 mai 1980 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire dite session administrative ;

Vu le rapport n° 95-80 en date du 23 juillet 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 juillet 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 7 section I division I du code des impôts directs.

" En ce qui concerne les sociétés qui ont une activité hôtelière, " le délai de 3 ans est porté à 6 ans. "

Art. 2.— Le tarif des licences annexé à l'article 44, section IV du code des impôts directs est ainsi modifié :

" 9e classe : débits temporaires pour la consommation sur " place ;

" - catégorie unique (toutes boissons),

" - tarif journalier pour toutes zones : 1.000 F. "

Art. 3.— Il est ajouté à la section XVI l'article ci-après :

Art. 31 bis.— " En matière d'impôts directs et de taxes assimilées les cotes inférieures à 500 F ne sont pas mises en recouvrement. "

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
John TEARIKI

ARRETE n° 1672 SCG du 20 août 1980 accordant une subvention.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer;

Vu la lettre n° 867 SCG du 13 août 1980;

Vu les inscriptions budgétaires;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de fonctionnement de six millions (6.000.000 CFP) est accordée au département archéologique du Musée de Tahiti et des Îles pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 46-21, article 10 - action pour la sauvegarde du patrimoine, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 août 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 20 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1674 AA du 20 août 1980 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Tahoeraa Huiraatira.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la lettre du 4 juillet 1980 de M. Gaston Flosse, président du Tahoeraa Huiraatira;

En ayant délibéré dans sa séance du 13 août 1980,

Arrête :

Article 1er.— M. Gaston Flosse, président du Tahoeraa Huiraatira dont le siège est sis à Papeete - B.P. 471 - téléphone : 2.98.98 est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 30.000.000 francs composé de 300.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le dimanche 28 décembre 1980 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres du Tahoeraa Huiraatira, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à deux billets gratuits.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	6.000.000
2e lot	1.000.000
3e lot	1.000.000
4e lot	1.000.000
5e lot	500.000
du 6e au 15e lot	100.000 chacun.

Lots prime aux vendeurs :

1er lot	1.000.000
2e lot	100.000
3e lot	100.000
4e lot	100.000
5e lot	50.000
du 6e au 15e lot	10.000 chacun.

ARRETE n° 6778 AA du 21 août 1980 portant convocation en session extraordinaire des conseils municipaux de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 portant organisation de la Polynésie française;

Vu l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs;

Vu l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098;

Vu le décret n° 59-393 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de la République des articles 1er, 5 et 6 et des titres II et III de l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs, complétée par l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959;

Vu l'arrêté n° 759 AA du 21 février 1977 portant confirmation du nombre de conseillers municipaux à élire dans les communes de la Polynésie française;

Vu le décret n° 80-640 du 7 août 1980 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

Arrête :

Article 1er.— Les conseils municipaux de la Polynésie française sont convoqués en session extraordinaire, dans chacune des mairies, le 7 septembre 1980 à 7 heures, pour procéder à l'élection des délégués des conseils municipaux au collège électoral sénatorial. Les opérations devront être terminées à midi.

Art. 2.— Les conseillers municipaux des communes de Papeete-Pirae-Faaa, sont tous délégués de droit. Ils procéderont dans chaque commune à l'élection de 13 suppléants, au vote secret et sans débat, suivant le système du scrutin de liste avec représentation proportionnelle et application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel ni modification dans l'ordre de présentation.

Art. 3.— Dans les autres communes de la Polynésie française, les conseillers municipaux procéderont à l'élection de délégués titulaires et de délégués suppléants dont le nombre est défini, pour chaque commune, à l'article suivant, et suivant le système du scrutin majoritaire à 3 tours.

L'élection des délégués titulaires et celle des délégués suppléants feront l'objet de deux scrutins distincts et indépendants l'un de l'autre.

Art. 4.— Dans les communes autres que Papeete, Pirae, Faaa, le nombre de délégués titulaires et le nombre de délégués suppléants à élire, dans chaque commune sont définis par le tableau suivant :

Communes	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
Arue	15	7
Moorea Maiao	15	7
Punaauia	15	7
Taiarapu-est	15	7
Hitiaa-O-Te-Ra	7	5
Mahina	7	5
Paea	7	5
Taiarapu-ouest	7	5
Teva-I-Uta	7	5
Papara	5	3
Tahaa	15	7
Huahine	7	5
Uturoa	7	5
Bora Bora	5	3
Taputapuatea	5	3
Tumaraa	5	3
Maupiti	3	3
Rurutu	5	3
Tubuai	5	3
Raiyavae	3	3
Rimatara	3	3
Rapa	1	3
Nuku Hiva	5	3
Ua Pou	5	3
Hiva Oa	3	3
Tahuata	3	3
Fatu Hiva	1	3
Ua Huka	1	3
Rangiroa	5	3
Anaa	3	3
Gambier	3	3
Hao	3	3
Makemo	3	3
Tureia	3	3
Arutua	1	3
Fakarava	1	3
Fangatau	1	3
Hikueru	1	3
Manihi	1	3
Napuka	1	3
Nukutavake	1	3
Puka Puka	1	3
Reao	1	3
Takaroa	1	3
Tatakoto	1	3

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 21 août 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

Par décision n° 6616 PEL du 12 août 1980.— M. Fabre Louis-Michel, médecin principal, embarqué à Paris-Roissy

sur l'avion du 2 août 1980 et arrivé à Papeete par avion de la compagnie UTA du 3 août 1980, est mis à la disposition du directeur de la santé publique pour servir en qualité de médecin-chef de la circonscription médicale des îles Sous-le-Vent et de l'hôpital d'Uturoa, en remplacement du médecin en chef Bonnet Emile, rapatrié pour fin de séjour.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 41-91, article 20.

Par arrêté n° 6696 PEL du 14 août 1980.— Les fonctionnaires des catégories D, C et D du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent, sont promus aux échelons et dates ci-dessous indiqués :

Tellier Eliane, secrétaire d'administration, catégorie B (1B), 9e échelon, indice net 305, pour compter du 9 janvier 1980 ;

Tcheng William, instituteur, catégorie B (1B), 10e échelon, indice net 320, pour compter du 2 décembre 1980 ;

Lehartel Monique née Butcher, aide-assistante sociale, catégorie C, 10e échelon, indice net 255, pour compter du 6 janvier 1980 ;

Teave Léontine, aide-assistante sociale, catégorie C, 9e échelon, indice net 240, pour compter du 6 mai 1980 ;

Tokoragi Félix, moniteur, catégorie D, 10e échelon, indice net 200, pour compter du 13 octobre 1980 ;

Tiare Suzanne, monitrice, catégorie D, 9e échelon, indice net 190, pour compter du 28 janvier 1980.

Par arrêté n° 6697 PEL du 14 août 1980.— Le fonctionnaire du corps unique de la catégorie A du cadre territorial de la Polynésie française dont le nom suit est promu aux échelon et date ci-dessous indiqués :

Lehartel Max, 9e échelon, indice net 460, pour compter du 1er novembre 1980.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1655 AA du 11 août 1980.— Est constatée la désignation de M. Jacques Maechler en qualité de représentant de l'association des transporteurs aériens internationaux de Polynésie française au comité économique et social en remplacement de M. Joël de Cernon.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 1640 AU du 5 août 1980.— M. Victor Chong Hue, domicilié à Avera, commune de Taputapuatea est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer une discothèque dans un local de l'hôtel Hinano, sis dans la commune de Uturoa - île de Raiatea.

Conditions particulières de l'installation.

- Mettre en place une deuxième sortie munie d'une porte anti panique s'ouvrant directement vers l'extérieur.

- Insonoriser au maximum la salle, laquelle devra être climatisée.

- Mettre en place, au-dessus des portes s'ouvrant vers l'extérieur, des blocs autonomes de sécurité portant l'inscription "sortie" ou "sortie de secours" (lettres blanches sur fond vert).

- Mettre en place un éclairage d'ambiance de 0,5 W/m² de la surface au sol.

- Mettre en place des portes pare-flammes de degré 1/2 heure.
- Mettre en place, en quantité suffisante, des extincteurs placés dans des endroits visibles et facilement accessibles.
- Prévoir des murs de séparation coupe-feu de degré 2 heures entre la discothèque et les locaux voisins.
- Réaliser les installations électriques conformément aux normes C15 100 et fournir un certificat des installations.
- Mettre en place des ouvertures de désenfumage égales 1/100e de la surface de la salle facilement manœuvrable à partir du plancher.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1641 AU du 5 août 1980.— M. Timi Chei, domicilié à Vairao, quartier Vavi P.K. 12,200, est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer une porcherie sur la terre Teurutitarava sise dans la commune associée de Vairao P.K. 11,900 à 600 m environ de la route territoriale n° 4.

Equipement et caractéristiques.

L'installation, qui relève de la 1ère classe, abritera 2 ver-rats, 50 truies, 200 porcs à l'engraissement et 150 porcelets.

Aménagement de l'installation.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions suivantes :

- Mettre en place pour les porcs en semi-liberté une clôture résistante afin d'éviter la divagation sur les propriétés voisines et dans la rivière.
- Respecter les prescriptions que pourra émettre le service d'hygiène et de salubrité publique en matière d'assainissement.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1643 AU du 5 août 1980.— Le service de l'aviation civile est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer 5 groupes électrogènes d'une puissance totale de 88,5 KVA sur le domaine de Temae, parcelle 256 sis dans la commune associée de Teavaro, dans l'emprise de l'aérodrome.

Equipement et caractéristiques.

L'installation, qui relève de la 2e classe, comprendra :

- 2 groupes électrogènes de 25 KVA
- 2 groupes électrogènes de 15 KVA
- 1 groupe électrogène de 8,5 KVA.

Tous les groupes sont de marque Lister, tournant à 1.800 trs/mn, et à refroidissement à air.

Aménagement de l'installation.

Le service de l'aviation civile devra se conformer aux prescriptions suivantes :

- Enlever le lavabo se trouvant dans la salle des machines.
- Mettre en place autour de la centrale, un écran anti-bruit.
- Réaliser une insonorisation complète de la centrale.
- Mettre en place pour la dalle de la centrale et pour le dépôt de fuel un seuil formant cuvette de rétention.
- Mettre en place deux extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg par salle.
- L'alimentation en fuel de la centrale devra se faire par un système de pompe et non gravitairement.

Compte tenu du projet d'électrification de Moorea, la centrale de l'aéroport de Temae devra être considérée comme centrale provisoire. Après la mise en place du réseau public, elle sera considérée comme centrale de secours.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1661 AU du 14 août 1980.— M. André Sylvestre, domicilié à Pamatai - B.P. 3252, est autorisé, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer un atelier de mécanique de précision dans un local dépendant des établissements Grégory, sis dans la commune de Papeete, zone industrielle de Fare-Ute.

Equipement et caractéristiques.

L'installation, qui relève de la 3e classe, comprendra :

- 1 tour "Socomo" de 2 CV
- 1 tour "Cazeneuve" de 3 CV
- 2 rectifieuses circulaires "Gendron" de 2 CV et 3 CV
- 1 étau limeur "Mamouth" de 2 CV
- 1 étau limeur "GSP" de 3 CV
- 1 rectifieuse "Hawerk" de 1,5 CV
- 1 perceuse "Archedal" de 2 CV
- 2 perceuses "ENP" de 1 CV chacune
- 1 fraiseuse "Detombey" de 2 CV
- 1 meule de 1,5 CV
- 2 meules de 1 CV chacune
- et conditionnellement, 1 poste de soudure mobile électrique.

Aménagement de l'installation.

- L'atelier devra être isolé des autres bâtiments voisins par la mise en place de murs de séparation coupe-feu de degré 2 heures jusqu'en toiture.

- Les locaux de l'étage devront également être isolés par un plafond coupe-feu de degré 2 heures.

Conditions particulières.

Pour ne pas risquer d'apporter de perturbations aux liaisons de télécommunications, la mise en service du poste de soudure électrique est subordonnée aux résultats favorables d'essais à effectuer en liaison avec le réseau général des radiocommunications.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à l'aménagement de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Par décision n° 6642 DPC du 12 août 1980.— Sont déclarés admis au brevet national de moniteur de secourisme les candidats dont les noms suivent :

Aulagner Marie Claire, Cacheux Robert, Faatau Emmanuel, Garrigue Jean-Pierre, Lintz Patrice, Moevai Véronique, Moryas Bruno, Pitoeff Dimitri, Teiva Edgard, White Randolphe.

SERVICE DE L'EDUCATION

Par arrêté n° 6709 SE du 18 août 1980.— Un prêt d'honneur égal au montant d'une bourse de catégorie D est accordé à Mlle Bordes Carmen pour la poursuite de ses études durant l'année universitaire 1980-1981 (CAPES espagnol).

Il sera versé par l'office de coopération et d'accueil universitaire en 12 mensualités égales au douzième du montant annuel de la bourse.

L'intéressée pourra également bénéficier, à titre remboursable, des voyages prévus par les dispositions réglementaires.

Le remboursement en sera effectué en 10 annuités égales et consécutives, la première un an après la fin des études. Le bénéficiaire pourra, par anticipation, se libérer de sa dette.

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 1653 FSIDAP du 11 août 1980.— A titre d'aide à l'acquisition du matériel de sécurité en mer, M. Pohemai Charles, demeurant à Vairao, propriétaire du bonitier "Remuna 2" bénéficiera :

- d'une prime de 120.000 francs.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. Opération 27/79. La prime sera payable sur le compte Socredo n° 6924 H de M. Pohemai Charles.

Dans le cas de cessation d'activité dans un délai de cinq ans, M. Pohemai Charles sera astreint de rembourser la totalité des sommes versées en application du présent arrêté.

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 6625 FT du 12 août 1980.— M. Murat reçoit délégation du pouvoir de liquider toutes pièces justificatives de dépenses du budget annexe de l'hôpital de Mamao en remplacement de M. Mathis Bernard, agent liquidateur sortant.

Par arrêté n° 6571 FT du 11 août 1980.— M. Murat, directeur adjoint de l'hôpital de Mamao, est nommé dépositaire comptable du matériel en service à l'hôpital de Mamao.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er août 1980.

ACTES MUNICIPAUX**COMMUNE DE PAPEETE**

DELIBERATION MUNICIPALE n° 80-48 du 29 mai 1980 précisant certains points de la délibération n° 70-2 du 25 février 1970 créant un régime de retraite en faveur du personnel municipal.

Le conseil municipal de la commune de Papeete (Ile Tahiti),

Vu le premier décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des communes applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 70-2 du 25 février 1970 créant un régime de retraite en faveur du personnel municipal, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le rapport n° 80-44 du 29 mai 1980 de M. le maire ;

En ayant délibéré en sa séance du 29 mai 1980,

Adopte :

Article 1er.— L'article 6 de la délibération n° 70-2 du 25 février 1970 visé ci-dessus et modifié par la délibération n° 75-18 du 8 juillet 1975 est modifié à nouveau comme suit :

Article 6 (nouveau).— Le remboursement des cotisations versées par l'employé est effectué dans le cas de démission ou de licenciement de l'employé intervenant dans une période de quinze années d'affiliation au présent régime.

En cas de décès intervenant dans une période de quinze années d'affiliation, il est remboursé au conjoint survivant ou, à défaut, aux enfants mineurs reconnus ; 85 % des cotisations totales versées majorés d'un intérêt dont le taux est celui servi par les caisses d'épargne au moment du décès.

Art. 2.— Les litiges en cours ouverts depuis moins de quatre ans ne pourront être réglés que sur la base des dispositions applicables au moment de l'ouverture des droits contestés.

Art. 3.— La présente délibération qui abroge la délibération n° 75-18 du 8 juillet 1975 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera, et prendra effet après avoir été rendue exécutoire.

Papeete, le 29 mai 1980.

Le maire,

J. JUVENTIN.

Subdivision des îles du Vent,

Rendu exécutoire le 11 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Jacques DEWATRE.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 80-63 du 8 juillet 1980
portant création de postes.

Le conseil municipal de la ville de Papeete (île Tahiti),

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des communes applicable dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 6 du 29 novembre 1960 portant réorganisation du cadre des agents du service municipal de Papeete, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 72-7 du 22 février 1972 réglant les conditions de recrutement et de travail des agents non fonctionnaires de la municipalité de Papeete ;

Vu la délibération n° 80-36 du 8 juillet 1980, organisant à nouveau les services de l'administration communale de la ville de Papeete ;

Vu les crédits inscrits au budget primitif et au budget additionnel de la commune de Papeete, exercice 1980 ;

En ayant délibéré en sa séance du 8 juillet 1980,

Adopte :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de la délibération n° 80-36 du 8 juillet 1980, sont créés les postes budgétaires suivants :

FONCTION

GRADE

N° du P. B.	Désignation du poste	Statuts des fonctionnaires municipaux	Statuts des agents non fonctionnaires
A.S.S.1	Chef du service des affaires administratives et sociales	Cat. A	—
A.A.S.2	Adjoint au chef du service des affaires administratives et sociales	Cat. B	—
S.T.M.	Maçon du service des travaux municipaux	—	4e Cat.

Art. 2.— Ces postes seront pourvus par nominations ou promotions faites parmi le personnel déjà en fonction et conformément aux dispositions statutaires régissant le personnel fonctionnaire et le personnel contractuel de la commune.

Art. 3.— Corrélativement à cette création de postes il sera procédé à la suppression des postes laissés disponibles par les titulaires des nouveaux postes.

Art. 4.— La dépense afférente à la création de ces postes est imputable au chapitre II, article 2 du budget primitif et du budget additionnel, exercice 1980.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 8 juillet 1980.

Le maire,

J. JUVENTIN.

Subdivision des îles du Vent

Rendu exécutoire le 12 août 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Jacques DEWATRE.

COMMUNE DE PIRAE

DELIBERATION MUNICIPALE n° 21-80 du 17 juillet 1980
fixant les tarifs de branchement d'eau sur le territoire de la commune de Pirae.

Le conseil municipal de la ville de Pirae (île de Tahiti),

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant la commune de Pirae ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française promulguée par l'arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française promulgué par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu la délibération n° 45-73 du 11 décembre 1973 portant modification des taxes sur les branchements et consommation d'eau de la ville de Pirae ;

Dans sa séance du 17 juillet 1980,

Adopte :

Article 1er.— Pour compter du 1er mars 1980, les tarifs des branchements d'eau sont fixés conformément au tableau ci-après :

Diamètre du branchement	Tarif
15/21 mm	4.500
20/27 mm	5.000
26/34 mm	5.500
33/42 mm	6.000
40/49 mm	6.500
50/60 mm	7.000

Les branchements avec traversée de routes et autres dimensions seront facturés après établissement d'un devis.

La mise en place du branchement comporte :

- La fourniture et la pose du collier de prise d'eau sur la conduite principale ;

- La fourniture et la pose d'un robinet vanne.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour valoir ce que de droit.

Pirae, le 17 juillet 1980.

Le député-maire,

G. FLOSSE.

Subdivision des îles du Vent

Rendu exécutoire le 31 juillet 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le chef de subdivision,

Jacques DEWATRE.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ÎLES DU VENT

DECISION n° 6747 IDV/AU du 19 août 1980 autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par Mme Henriette Molinaro née Cholet, à Pirae, route de ceinture P.K. 2,250, côté mer.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la délibération n° 65-84 du 19 octobre 1965 rendue exécutoire par arrêté n° 3267 AA-TP du 3 novembre 1965 ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 relative à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles ou lotissements ;

Vu la demande d'autorisation de construire un groupe d'habitations à Pirae, route de ceinture P.K. 2,250, côté mer, déposée le 26 juin 1980 sous le n° 634 au service de l'aménagement du territoire ;

Vu l'avis du directeur de la protection civile en date du 11 juillet 1980 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 24 juin 1980 ;

Vu l'avis du chef du service d'hygiène et de salubrité publique en date du 16 juillet 1980 ;

Vu l'avis du directeur de l'office des postes et télécommunications en date du 31 juillet 1980 ;

Vu l'avis de la commission des travaux immobiliers en date du 1er août 1980 ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Mme Henriette Molinaro, née Cholet, est autorisée à réaliser un groupe d'habitations sur le lot n° 1 du partage de la terre Tehoehoe, sise à Pirae, P.K. 2,250, côté mer.

Ce groupe d'habitations comprendra 3 logements (type F3) accolés, destinés à la location.

Les conditions et prescriptions relatives à cette réalisation sont définies dans les articles 3 et ci-après.

Art. 2.— Dossier du groupe d'habitations.

Le dossier du groupe d'habitations pris en considération est enregistré le 26 juin 1980, sous le n° 634 à la section urbanisme opérationnel et constructions du service de l'aménagement du territoire et comprend les plans suivants :

1°) Façades, fondations et toiture.

2°) Situation, implantation, coupe, vue en plan.

Art. 3.— Alignement routier - Clôture.

La délimitation du domaine public routier matérialisée sur le terrain, conformément au plan établi par le service de l'équipement du territoire le 5 avril 1977, devra être respectée.

Art. 4.— Conditions de raccordement à la route de ceinture.

Il devra être prévu un pan coupé de 5 m de longueur, à l'intersection de la route de ceinture (prise à l'alignement donné à 8,50 m de l'axe actuel) et du chemin de servitude.

Ce pan coupé sera tracé sur une perpendiculaire à la bissectrice de l'angle formé par les deux alignements.

Art. 5.— Réseau incendie.

La défense contre l'incendie du groupe d'habitations sera assurée par un poteau d'incendie normalisé, équipé d'une sortie de 100 mm et de 2 sorties de 70 mm et raccordé à une canalisation d'un diamètre 110 mm capable de fournir un débit supérieur à 1.000 l/mn, sous une pression dynamique supérieure à 1 bar. Ce poteau d'incendie sera implanté, s'il ne l'est pas déjà, à moins de 200 m du groupe d'habitations.

Art. 6.— Réseaux électrique et téléphonique.

L'adduction électrique, en aérien, sera réalisée selon les normes de l'électricité de Tahiti.

L'adduction téléphonique du groupe d'habitations sera réalisée, en souterrain, suivant les indications portées en rouge sur le plan d'implantation, conformément aux normes techniques de l'office des postes et télécommunications.

Art. 7.— Construction.

Les travaux de construction proprement dits des trois (3) logements accolés sont approuvés, sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

1°) La ventilation des combles sera assurée.

2°) La fosse septique devra avoir un volume en eau de 3 m3. Elle sera suivie d'un lit bactérien de surface utile 1 m2 et de hauteur utile 1 m.

Art. 8.— Conformité.

S'agissant d'un groupe d'habitations, il pourra éventuellement être délivré des certificats de conformité partiels (logement par logement), dès achèvement des travaux, dans la mesure où la viabilisation générale est réalisée et en assure la desserte.

Aucune occupation des locaux ne pourra avoir lieu, avant délivrance du certificat le permettant.

Art. 9.— Communication au public.

La présente décision et le dossier annexé sont mis à la disposition du public, conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats :

- de la mairie de Pirae ;

- du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 19 août 1980.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,

J. DEWATRE.

AVENANT n° 6748 IDV/AU du 19 août 1980 1er avenant à la décision n° 1082 IDV/AU du 19 mars 1979 autorisant le lotissement de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française à Paea, P.K. 20,700.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements;

Vu la décision n° 1082 IDV/AU du 19 mars 1979 autorisant le lotissement de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française à Paea P.K. 20,700;

Vu la demande d'autorisation déposée par la S.E.T.I.L. le 27 mai 1980 et complétée par le dossier transmis sous bordereau d'envoi OPE 200 n° 1908 MPL/NT enregistré le 17 juillet 1980 au service de l'aménagement du territoire;

Vu l'avis du maire de la commune de Paea en date du 24 mai 1980;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Construction des logements.

Les travaux de construction de quarante sept (47) logements sont autorisés, sous réserve de respecter les prescriptions suivantes, à savoir :

1 - Pour les logements du type F4 A.

- Le niveau de la dalle intérieure des pièces habitables (séjour, repas et chambres) doit être porté à 0,30 m au-dessus du niveau du sol extérieur (article 165 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961).

- La surface des baies des chambres 1, 2 et 3, actuellement insuffisante, doit être portée au 1/4 de la surface des pièces (article 168 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961).

- La surface des baies de la salle de bain doit être portée au 1/8 de la surface de la pièce (article 169 de la délibération du 8 avril 1961).

2 - Pour les logements du type F5 A.

Le niveau de la dalle intérieure des pièces habitables doit être porté à 0,30 m au-dessus du niveau du sol extérieur.

Art. 2.— Communication au public.

Le présent avenant et le dossier annexé sont mis à la disposition du public conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 aux secrétariats :

- de la mairie de Paea;
- et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 19 août 1980.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,
J. DEWATRE.

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION n° 791 AE du 20 août 1980 homologuant le prix de vente au détail des cigares.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 et 1175 AE du 12 mars 1980 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs;

Vu la délibération n° 80-24 du 3 mars 1980 rendue exécutoire par arrêté n° 4286 AA du 1er avril 1980, fixant le montant des droits de consommation applicables aux tabacs importés dans le territoire de la Polynésie française;

Vu la décision n° 1266 AE du 4 avril 1980, définissant l'encadrement des prix des tabacs importés dans le territoire;

Vu les justifications comptables,

Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 21 août 1980 les prix de vente au détail, à Tahiti des cigares ci-après :

- Agio slenderellas, 32.740 FCP les 1.000 cigares soit 32,74 FCP le cigare;

- Agio cigarillos, 26.500 FCP les 1.000 cigares soit 26,50 FCP le cigare;

- Agio filter tip, 18.400 FCP les 1.000 cigares soit 18,40 FCP le cigare;

- Agio déchets de havane, 16.000 FCP les 1.000 cigares soit 16,00 FCP le cigare.

Art. 2.— La marque de cigares Monte-Cristo n° 1 est remplacée par Agio déchets de Havane.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

L. SAVOIE.

AVIS OFFICIELS

AVIS DE CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'UN
COMMIS AU LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
AGRICOLE D'OPUNOHU MOOREA

A la suite de la parution d'un arrêté du ministère de l'agriculture, en date du 24 avril 1980, au *Journal officiel* de la République française du 6 mai 1980, un concours externe pour le recrutement d'un commis affecté au lycée d'enseignement professionnel agricole d'Opunohu - Moorea - est ouvert.

La ou le titulaire du poste se verra confier la responsabilité du secrétariat de l'établissement. Il s'agit d'un poste de fonctionnaire titulaire du corps des commis des établissements d'enseignement technique agricole public du ministère de l'agriculture qui comprend 10 échelons. L'indice nouveau majoré du 1er échelon est 227.

Le concours d'accès est ouvert aux candidats des deux sexes remplissant les conditions générales requises par l'article 16 de l'ordonnance du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires pour accéder aux emplois publics de l'Etat.

Les candidats (es) devront justifier de la possession de l'un des diplômes ou certificats suivants :

C.A.P. - B.E.P.C. - B.E.P. - Brevet élémentaire.

Le concours comportera :

trois épreuves obligatoires

- Une épreuve de compréhension de texte.
- Une dictée ou le rétablissement du libellé correct d'un texte.
- Une épreuve de mathématiques.

deux épreuves facultatives

- Un devoir de dactylographie.
- Une interrogation sur l'organisation administrative du territoire de la Polynésie française.

Les personnes intéressées devront faire acte de candidature en y joignant leur curriculum vitae et toutes pièces justificatives au L.E.P. agricole - B.P. 2 - Moorea.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 1er octobre 1980 à 17 heures.

La date et le lieu du concours seront communiqués ultérieurement à chaque candidat (e).

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane.

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

(Période du 1er septembre au 14 septembre 1980 inclus)

P A Y S	DEVICES	Cours en Francs Pacifique
Belgique.	1 franc belge	2,63
Suisse.	1 franc suisse	45,89
Italie.	100 liras	8,86
Etats-Unis.	1 dollar U.S.A.	75,64
Australie.	1 dollar	88,50
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	74,32
Canada.	1 dollar canadien	65,50
Hong-Kong.	1 dollar	15,34
Singapour.	1 dollar	35,71
Fidji.	1 dollar	94,85
Allemagne Occidentale.	1 deutsch mark	42,31
Pays-Bas.	1 florin	38,81
Suède.	1 couronne suéd.	18,15
Norvège.	1 couronne norv.	15,61
Danemark.	1 couronne dan.	13,67
Autriche.	1 schilling	5,97
Espagne.	1 peseta	1,04
Portugal.	1 escudo	1,52
Japon.	100 yens	34,12
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	180,81

INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

CONSEIL D'ARBITRAGE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'an mil neuf cent quatre vingt et les vingt-trois juillet et cinq et onze août, le conseil d'arbitrage des conflits du travail de la Polynésie française, composé de :

- M. Paul Gomez, président du tribunal supérieur d'appel,
- MM. Jean-Pierre Le Hebel et Albert Porlier, assesseurs, désignés par arrêté n° 5648 TLS du 23 juin 1980,

- M. Emmanuel de Grasset, juge au tribunal de première instance de Papeete, désigné en qualité de rapporteur par décision du président de ce siège du 4 juillet 1980,

- Mlle Juliette Gaultier, greffier au tribunal supérieur d'appel, secrétaire,

s'est réuni au palais de justice de Papeete pour statuer sur le conflit opposant le syndicat des gens de mer de Polynésie française représenté par son secrétaire général M. Orbeck et le syndicat des transporteurs maritimes au cabotage de Polynésie française représenté par son président, M. Ethode Rey, et a rendu la décision suivante :

LE CONSEIL D'ARBITRAGE

Vu les articles 216 et suivants du code du travail ;

Vu la lettre adressée le 2 mai 1980 à l'inspecteur du travail par le secrétaire général du syndicat des gens de mer pour dénoncer le conflit collectif opposant ce syndicat au syndicat des armateurs au cabotage ;

Vu le procès-verbal de non-conciliation établi le 16 mai 1980 par l'inspecteur du travail ;

Vu la désignation d'un commun accord par les parties de M. Patrice Colombani en qualité d'expert ;

Vu le rapport déposé par l'expert le 2 juin 1980 ;

Vu la lettre adressée le 13 juin 1980 à l'inspecteur du travail par le syndicat des transporteurs maritimes au cabotage pour faire opposition aux recommandations de l'expert ;

Vu la lettre adressée le 18 juin 1980 par l'inspecteur du travail au président de ce siège pour saisir le conseil d'arbitrage du conflit collectif ;

Le conseil d'arbitrage a entendu les explications de M. Rey et M. Orbeck et le rapport de M. de Grasset.

Après en avoir délibéré conformément à la loi, il a rendu la décision suivante :

EXPOSE DES DEMANDES ET ARGUMENTS DES PARTIES

Le conflit collectif porte sur deux points :

- l'augmentation du nombre des jours de congé pour les marins,
- l'octroi d'une prime de risque pour le transport des hydrocarbures.

Le syndicat des gens de mer fait valoir au soutien de ses demandes que :

1° Les gens de mer ont moins de congé que les autres travailleurs alors qu'ils assument des conditions de travail particulièrement rudes, résultant de l'absence prolongée pour la desserte des îles et de l'obligation de faire un travail de dockeur pour les chargement et déchargement des navires aux escales, qu'à cet égard les armateurs avaient promis d'augmenter progressivement la durée des congés d'une demi-journée par an jusqu'à ce que la durée des congés soit de cinq jours, qu'au surplus, en métropole les marins ont onze jours de congé ;

2° Le transport des hydrocarbures se fait en Polynésie française sur des navires normaux, en fûts ou réservoirs, dans des conditions dangereuses qui conduisent les autorités à interdire les passagers sur ces navires lorsque la quantité d'hydrocarbures transportée dépasse un certain quota, qu'il y a donc, pour les équipages un risque grave qu'une prime devrait compenser.

Le syndicat des armateurs a répliqué en faisant valoir que :

1° Les tarifs du transport des passagers et du frêt sont fixés par le conseil de gouvernement et n'ont pas suivi l'augmentation du coût du pétrole, que, dans les conditions, une augmentation du nombre de jours de congé se traduirait par une charge financière supplémentaire qui risquerait de mettre en danger la gestion des armateurs.

2° Les armateurs rejettent que le transport des hydrocarbures se fasse dans des conditions insuffisantes de sécurité, estiment qu'un navire spécialisé devrait être acquis par le territoire et refusent de payer une prime de risque qui aurait pour effet de prolonger une situation anormale.

MOTIFS DE LA DECISION SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES JOURS DE CONGE

La convention collective applicable au personnel subalterne des entreprises de navigation du territoire armant des navires de commerce de vingt-cinq tonnaux et plus de jauge brute au cabotage d'outre-mer prévoit, dans son article 24 que la durée des congés payés au personnel navigant est fixée à deux jours et demi, en réalité trois depuis l'augmentation d'une demi-journée, par mois d'embarquement en sus du repos hebdomadaire (avenant du 19 mars 1979).

Il doit être observé, à cet égard, que, selon cette convention collective, le travail est organisé à raison de huit heures par jour pendant six jours soit quarante-huit heures par semaine.

Les armateurs font valoir que cette convention collective forme un ensemble, justifiant un principe dit de l'équivalence et que les gens de mer ne peuvent pas valablement comparer leur situation à celle des autres travailleurs qui bénéficient, en sus de leurs deux jours de congé par mois, de deux jours de repos hebdomadaires.

Le conseil d'arbitrage n'en estime pas moins que les conditions de travail des gens de mer sont suffisamment difficiles, compte tenu de la durée des absences, surtout pour les archipels les plus éloignés, ou du nombre possible des rotations pour les îles les plus proches, et de l'obligation qu'ont les marins dans les îles et les atolls dépourvus d'infrastructure, d'effectuer eux-mêmes le chargement et le déchargement du navire, pour qu'il en soit tenu compte dans le nombre des jours de congé qui leur sont accordés.

Il retient, toutefois, qu'il ne faut pas remettre en cause l'équilibre de la convention collective.

D'un autre côté, il convient de tenir compte des charges des armateurs qui, de surcroît, ne peuvent pas fixer librement le prix du transport qui résulte d'une tarification territoriale. Toutefois les armateurs, eux-mêmes, admettent que l'accroissement du trafic a permis de compenser jusqu'à présent certaines augmentations de prix.

C'est en prenant en considération ces différents éléments contradictoires que le conseil d'arbitrage est conduit à proposer aux parties de procéder à une augmentation modérée et progressive du nombre des jours de congé, soit une demi-journée supplémentaire par mois à compter de la date de la décision du conseil d'arbitrage, et une demi-journée supplémentaire un an après cette décision, ce qui portera, immédiatement à trois jours et demi par mois d'embarquement, puis dans un an à quatre jours, le nombre des jours de congé.

SUR LA PRIME DE RISQUE

Le conseil d'arbitrage estime que l'octroi d'une prime de risque ne fait pas disparaître le risque et qu'il lui paraît indispensable que soient recherchés lorsque cela est possible, les moyens permettant de supprimer ou au moins de diminuer le risque.

Il a pu, au cours de ses investigations, constater que le transport des hydrocarbures pour desservir les îles et les atolls se faisait en fûts ou réservoirs sur des goëlettes.

Les autorités administratives, aidées par la commission régionale de sécurité, définissent les quotas au-delà desquels le transport des hydrocarbures et celui des passagers sont incompatibles.

Il y a donc, au-delà des quotas, un risque certain puisque les passagers ne sont plus admis à bord. Au surplus, le transport d'un nombre de fûts ou réservoirs importants, et en côle rend très difficile la lutte contre un incendie éventuel alors qu'il existe des chances sérieuses de réduire un incendie lorsque les fûts se trouvent en nombre réduit sur le pont, ce qui est le cas lorsque des passagers sont admis à bord.

Ainsi, il apparaît au conseil d'arbitrage qu'une prime de risque serait injustifiée, en cas de transport d'hydrocarbure sans dépassement du quota.

Mais lorsque le quota est dépassé et que les passagers ne sont plus admis, le paiement d'une prime de transport devient justifiée.

Cette prime doit être égale pour tous, le risque étant le même pour tous les hommes embarqués.

Enfin cette prime sera égale à dix pour cent du trentième du salaire de base de la première catégorie pour chaque jour passé à bord lorsque le navire transporte une quantité d'hydrocarbures dépassant le quota.

DECISION

Article 1er.— La durée du congé payé au personnel navigant est fixé, à compter de la date de la présente décision, à trois jours et demi par mois d'embarquement, en sus du repos hebdomadaire.

Elle sera portée à quatre jours par mois d'embarquement après un délai d'un an.

Art. 2.— Chaque homme présent à bord percevra une prime égale à dix pour cent du trentième du salaire de base de la première catégorie pour chaque jour passé à bord d'un navire transportant une quantité, hors quota, d'hydrocarbures.

Le paiement de cette prime se fera à compter de la date de la présente décision.

Art. 3.— La présente décision sera communiquée sans délai par le secrétaire du conseil d'arbitrage à l'inspecteur du travail et des lois sociales qui la notifiera immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, au syndicat des gens de mer de Polynésie française et au syndicat des transporteurs maritimes au cabotage de Polynésie française et procédera aux publications prescrites par l'alinéa 6 de l'article 217 du code du travail.

Fait à Papeete, le 11 août 1980.

Les assesseurs,

Jean-Pierre LE HEBEL.

Albert PORLIER.

Le président du tribunal supérieur d'appel,
président du conseil d'arbitrage,

Paul GOMEZ.

Le secrétaire,

Juliette GAULTIER.

COMMUNE DE RURUTU

AVIS D'APPEL D'OFFRES DE PRIX

Messieurs les fournisseurs sont informés qu'un appel d'offres de prix aura lieu le 28 août 1980 concernant la fourniture de gros matériels, en 4 lots définis ci-après :

- 1er lot : 1 niveleuse O et K, type G 8
 - 2e lot : 1 rouleau compacteur Albaret type TA. 10
 - 3e lot : 1 camion équipé en truck de fabrication locale de 34 places à 2 ponts (4 x 4)
 - 4e lot : 1 camion équipé d'une benne basculante type entrepreneur de 1, 5 m³, à 2 ponts (4 x 4)
- pour le compte de la commune de Rurutu.

Tous les renseignements à ce sujet pourront être obtenus auprès de la mairie de Rurutu, au bureau des relations avec les archipels et au bureau technique des communes, aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-37 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Alfred Shuman, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un local de stockage de gaz butane (50 bouteilles de 13 kg chacune), en vue de revente, dans la commune de Papeete, à la station Chevron - Tipaerui, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 9 septembre 1980 et jusqu'au 8 octobre 1980.

Mlle Johanna Tuheiava, contrôleur d'urbanisme, est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès d'elle et elle recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - Immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866 Téléphone 2.46.50).

Papeete, le 21 août 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-39 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Ernest Lou en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une menuiserie (régularisation) dans la commune de Pirae (Hamuta) de la propriété Taputuarai, sur un terrain formant la parcelle D, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 9 septembre et jusqu'au 8 octobre 1980.

M. Antonio Putuoa est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866 tél. 2 46 50).

Papeete, le 12 août 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-40 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par le docteur Jonville, mandataire de la S.C.I. Maharepa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 8 KVA, de marque Lister, tournant à 800 trs/mn, refroidissement à eau, dans la commune associée de Paopao, commune associée de Moorea-Maiao, sur une parcelle des terres " Orovau-Ruapena-Teapai-Faratumu-Teaitai ", une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 9 septembre 1980 et jusqu'au 23 septembre 1980.

Mlle Johanna Tuheiava, contrôleur d'urbanisme, est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès d'elle et elle recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - Immeuble administratif A1 - Rue du Commandant Destremeau - BP 866, Téléphone 2.46.50).

Papeete, le 21 août 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Suivant acte S.S.P. en date à PAPEETE du 21 juillet 1980, enregistré à PAPEETE, le même jour, folio 3, bordereau 62/7 - Monsieur Daniel René MEMAIN, ajusteur-mécanicien, et, Madame Li Moui GUINECHINEFONT, commerçante, demeurant ensemble à PAPEETE - Vallée Tepapa - Mission, ONT cédé à :

Monsieur Ayou Chong Tsong Sin MAO, gérant de station, et, Madame Yone YUI, son épouse, demeurant ensemble à PIRAE - Rue Temarii - Quartier DOOM.

Un fonds de commerce sis ville de PAPEETE, à l'angle de la Rue des Remparts et de l'Avenue du Prince Hinoi, connu sous le nom de "SNACK PAPEAVA", objet d'une immatriculation au Registre du Commerce de PAPEETE sous le numéro 8128 A. Cette vente a été consentie moyennant un prix payé comptant. La prise de possession a été fixée au 1er juillet 1980. Les oppositions s'il y a lieu seront reçues dans les dix jours de la présente insertion, chez Monsieur Louis RABU, conseil juridique, demeurant à PAPEETE, Rue Dumont d'Urville - B.P. 1595 où domicile a été spécialement élu à cet effet.

Pour seconde insertion,
L. RABU.

ETUDE DE Me E. GIAU, AVOCAT A PAPEETE

Par jugement du tribunal civil de première instance de Papeete en date du 2 avril 1980, le divorce des époux TUAHU et MOU Michel a été prononcé.

Pour extrait :
E. GIAU.

GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE - ILE TAHITI

INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1980

- N° 9423-A, Terou Christina, Nunue (Bora-Bora)
- N° 9424-A, Faafano Tuteau épouse Ye On, Maupiti
- N° 9425-A, Hyde James Clayton Arii, Arue
- N° 9426-A, Mapotoeke Marie Lucienne, Mahina
- N° 9427-A, Wong John, Punaauia
- N° 9428-A, Chenel Daniel Edouard, Mahina
- N° 9429-A, Avaemai Tihoti, Papenoo
- N° 9430-A, Aromaiterai Jean-Paul, Papeete
- N° 9431-A, Haiti Annette Tekua épouse Germa, Papeete
- N° 9432-A, Tetuanui Marcelline Maire épouse Tane, Papenoo
- N° 9433-A, Teto Marie Terika, Pirae
- N° 9434-A, Pouira Teriiteraa, Hamuta
- N° 9435-A, Calveyrac Jules Zacharie Joseph, Mahina

- N° 9436-A, Turmel Brigitte Isabelle Geneviève épouse Reus, Papeete
- N° 9437-A, Avaemai Tihoti, Papenoo
- N° 9438-A, Vongey Olivier Léon, Pirae
- N° 9439-A, Apuarli Gaston, Punaauia
- N° 9440-A, Utia Florence Hinau épouse Bretnon, Manihi
- N° 9441-A, Ng Po Mine, Paea
- N° 9442-A, Moux Laurent, Papeete
- N° 9443-A, Hiro Serge Patrick Temoana, Tipaerui
- N° 9444-A, Tahirori Polyente Kieputoko, Hamuta
- N° 9445-A, Izal Paul, Mahina
- N° 9446-A, Anding André Marcel, Papeete
- N° 9447-A, Duvivier Roger, Papeete
- N° 9448-A, Auguier Fernand, Super Mahina
- N° 9449-A, Schyle Michèle Tauarii Tafano épouse Persin, Moorea
- N° 9450-A, Tevivirau Teraituatinitaputapuatea, Faaa
- N° 9451-A, Kong Fou Firmin, Mahina
- N° 9452-A, Carle Alain, Papeete
- N° 9453-A, Klein Didier Michel, Punaauia
- N° 9454-A, Matohi Gérald Teraitua, Haapiti
- N° 9455-A, Dezerville Pierre Louis Vincent, Pirae
- N° 9456-A, Tuanua Rauea, Raivavae
- N° 9457-A, Tetuanui Charline, Huahine
- N° 9458-A, Papa Victor, Tevaitoa
- N° 9459-A, Chalons Paul, Uturoa
- N° 9460-A, Chalons Anthony, Uturoa
- N° 9461-A, Blanchard Pierre Jean, Pamatai
- N° 9462-A, Cuneo Pierre Paul, Auae
- N° 9463-A, Temorere Temuriaroha, Faaa
- N° 9464-A, Lee Odette épouse Guines, Pirae
- N° 9465-A, Robyr Michel Jean, Papeete
- N° 9466-A, Teara Etienne, Paea
- N° 9467-A, Tekuravehe épouse Turoa Heia Tevahinehauhau-marere, Fakaraoa
- N° 9468-A, Madec Roger Edouard, Paea
- N° 9469-A, Tane Max Huri, Papenoo
- N° 9470-A, Timiona Marjolaine Yanike, Katiu
- N° 9471-A, Maraetefau Tuatini Auguste, Titioro
- N° 9472-A, Cantois Lionel Joseph, Omoa
- N° 9473-A, Elisault Lucie Françoise, Papeete

Sociétés,

- N° 1276-A, SARL "Pedron music house", Papeete
- N° 1277-B, SARL Tahiti exploitation de bars et restaurants (TEBARS), Papeete
- N° 1278-B, Société civile immobilière IMPAC, Papeete
- N° 1279-B, SNC "Pranzo & Cie", Papeete
- N° 1280-B, SARL "Polynésie chart", Papeete
- N° 1281-B, SCI "Les bougainvillées", Papeete
- N° 1282-B, SARL "Ets Justin & Cie" libre service Marie Yu, Faaa
- N° 1283-B, SARL "Aux gourmets", Punaauia
- N° 1284-B, SARL "La boule rouge", Papeete
- N° 1285-B, SCI Hart immobilier, Paea
- N° 1286-B, SA Sté d'aquaculture du Pacifique (AQUAPAC), Vairao
- N° 1287-B, S.C. internationale de participation (S.C.I.P.), Arue

- N° 1288-B, SCI résidence "Moana Moorea", Haapiti-Moorea
 N° 1289-B, SA A directoire "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti", Rue Paul Gauguin
 N° 1290-B, SCI Teva, Papeete
 N° 1291-B, SNC Mexique & Cie (PHIL-Import), Mahina
 N° 1292-B, SARL Manufacture polynésienne de textiles (MA-POTEX), Papeete
 N° 1293-B, SARL Marquis'Art, Papeete
 N° 1294-B, SARL Général shop, Papeete
 N° 1295-B, SARL Inter îles distribution (VIP INTER ILES), Papeete.

Le greffier en chef,
 G. REID.

ANNONCES DIVERSES

COOPERATIVE DES AGRICULTEURS, ELEVEURS ET PECHEURS DE TAUTIRA

Il est formé à la date du 27 janvier 1980 une coopérative agricole dans la commune de Tautira.

Sa dénomination est : Coopérative des Agriculteurs, Eleveurs et Pêcheurs de TAUTIRA.

Son siège se situe à la mairie de TAUTIRA.

Son but est : l'achat et l'utilisation de matériel en commun.

Sa durée est de 30 ans.

Le conseil d'administration s'établit comme suit :

Président	: CHUNG Taniera
Vice-Président	: COWAN Martin
Vice-Président	: FAARUIA Terupe
Secrétaire	: WOHLER Félix
Secrétaire-adjoint	: TCHING Ayen
Trésorier	: FREBAULT Henri
Trésorier-adjoint	: MATEHAU Sane
Assesseurs	: TAUOTAHA Puanho RANGIMAKEA Mata TUPAI Tehei.

Certificat de dépôt n° 656-434 du 7 août 1980.

ASSOCIATION "TIKI PAHEKE"

L'Association dite "TIKI PAHEKE" a pour objet de promouvoir l'artisanat polynésien.

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à Taiohae - Nuku-Hiva.

Elle a été déclarée le 10 août 1977.

Composition du bureau :

Président	: HAITI René
Vice Président	: HIKUTINI Casimir
Trésorier	: FARONE André
Trésorier Adjoint	: TOHIAKI Gilles
Secrétaire	: TAATA Louis
Secrétaire Adjoint	: HUUKENA André.

Récépissé n° 4871 AA du 10 août 1977.

UNION CYCLISTE POLYNESIENNE

Extraits des Statuts.

L'Association "UNION CYCLISTE POLYNESIENNE", fondée le 26 juillet 1980, a pour objet la pratique du sport cycliste.

Elle a son siège à Papeete (B.P. 1712).

Sa durée est illimitée.

Composition du bureau :

Président	: HELLEMONT Marcel
Vice-Président	: MAUORE Théodore
Secrétaire	: FABRE Gianni
Trésorier	: BERNIERE J. M.
Membres	: PLOTON Marc NAKAJZMA Roger TEREUA Paul.

Récépissé n° 4719 AA du 21 août 1980.

ASSOCIATION "PUA TOU"

Extraits des Statuts

L'association dite "PUA TOU" a pour objet de promouvoir l'artisanat polynésien.

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à la maison des Jeunes de Taipivai.

Composition du bureau :

Président	: TAATA Mavi
Vice Président	: AH WON Martin
Trésorier	: AH SCHA Tepoea
Trésorier Adjoint	: TATA Kouhoa
Secrétaire	: TEIKITOHE Mélanie
Secrétaire Adjoint	: AH SCHA Edmond.

Récépissé n° 3827 AA du 10 juin 1980.

ASSOCIATION SPORTIVE OPIRIAHU

Extraits de Statuts

L'association dénommée Association sportive "TE OPIRI-AHU" a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Elle a été fondée le 16 mars 1980. Son siège social est à MAUPITI et sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU DIRECTEUR :

Président d'honneur	: M. ATUAHIVA Teahurei
Président	: M. TAUAROA Arthur
Secrétaire	: M. TAMATI René
Trésorier	: M. TINORUA Anua
Trésorier adjoint	: M. TAMATI Francis

Récépissé n° 3402 AA du 5 mai 1980.

SYNDICAT D'INITIATIVE ET DU TOURISME DE MOOREA - MAIAO

Extraits des Statuts.

IL est formé une association dénommée "SYNDICAT D'INITIATIVE DE MOOREA-MAIAO". Elle a pour buts d'inventorier les richesses naturelles, artistiques et touristiques de Moorea. Faire toute suggestion pour leur mise en valeur, leur conservation, leur évolution et leur promotion. Son siège est à Haapiti. Sa durée est illimitée.

Composition de bureau :

Président	: PAMBRUN Robert
Vice-président	: RUTA Billy
Trésorier adjoint	: TEHIOTU Christa
Secrétaire général	: SAGE Ronald
Secrétaire général adjoint	: AMARU Léonor
Trésorier	: TAURUA Esther.

Récépissé n° 4485 AA du 29 juillet 1980.

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE FEMMES DE POLYNESIE OU TE VAHINE PORINETIA

Modifications de statuts.

L'association "FEMMES DE POLYNESIE" s'appellera désormais "FEMMES DE POLYNESIE OU TE VAHINE PORINETIA" (réunion du 18 juillet 1980 de l'assemblée générale mixte).

Le nouveau bureau est composé comme suit :

Présidente	: Mme TCHEONG Céline
Vice-présidente	: Mme JONC Rose
Vice-présidente	: Mme PELLERIN Fernande
Secrétaire	: Mlle LAN AH LOI Bettina
Secrétaire adjointe	: Mme TCHEONG Hélène
Trésorière	: Mme LAW Suzanne
Trésorière adjointe	: Mme LEW Linda.

Récépissé n° 4542 AA du 5 août 1980.

RESULTATS DE L'A.S. TAIARAPU PUEU PIROGUIERS

1er lot	N° 54.407	2.000.000
2e lot	N° 61.697	500.000
3e lot	N° 25.365	100.000
4e lot	N° 27.463	100.000
5e lot	N° 11.619	100.000
6e lot	N° 44.077	100.000
7e lot	N° 25.360	50.000
8e lot	N° 14.767	50.000

ASSOCIATION SPORTIVE OROFERO DE PAEA

Modification des Statuts (Lettre n° 4518 AA en date du 1er août 1980)

L'association dite "AS OROFERO" de Paea, fondée le 15 janvier 1980, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports. Sa durée est illimitée et a son siège social à Paea.

COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU :

Président d'honneur	: FROGIER Charles
Président	: TOROMONA Roland
Vice-Président	: DEXTER Maître
Secrétaire	: SALMON Lois épouse TOROMONA François
Trésorier	: LOVAR Jean
Délégués	: APUARII Georges
»	: HUUKENA Alexis
Assesseurs	: TOROMONA Jean-Claude
»	: TEINAORE Louis
»	: BESSERT Coco
»	: ANAHOA Louis

Récépissé n° 2154 AA du 17 janvier 1980.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Loi No 77-772 du 12 juillet 1977
relative à l'organisation de la Polynésie française.
Prix : 150 francs

Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)
Prix de la brochure 1.000 francs.

Carte de la Polynésie française
(Avec éléments statistiques des communes en couleurs)
240 francs.

Code de la mer
(en langue tahitienne)

Prix : 265 francs.

Convention collective de travail
des Agents non Fonctionnaires de l'Administration
de la Polynésie française
(Edition mise à jour au 1er janvier 1979)

Prix : 300 francs

IMPRIMERIE OFFICIELLE — PAPEETE